

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 1155

[C — 2010/29211]

**18 MARS 2010. — Décret modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les inscriptions en première année du secondaire (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre IX, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est inséré, après les dispositions de la section 1<sup>re</sup>, une section 1<sup>re</sup>/1 intitulée « Des règles communes à l'inscription en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire ».

**Art. 2.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 1<sup>re</sup> intitulée « Définitions et généralités ».

**Art. 3.** Dans la sous-section 1<sup>re</sup>, insérée par l'article 2, il est inséré un article 79/1 rédigé comme suit :

« Article 79/1. Pour l'application de la section 1<sup>re</sup>/1 on entend par :

1° le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement : le chef d'établissement ou son délégué pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française;

2° première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire : la première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire visé à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;

3° la Commission Interréseaux des inscriptions, en abrégé la CIRI : la Commission dont la composition et les missions sont fixées dans la sous-section 10;

4° élève provenant d'une école ou d'une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisée, en abrégé « élève ISEF » : élève provenant d'une des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire qui, dans le classement des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire dressé par l'Administration en application de l'article 4, alinéa 4, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, sont les moins favorisées et qui ensemble scolarisent 40 % des élèves;

5° indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève : indice socio-économique attribué au secteur statistique du domicile de l'élève selon les modalités fixées à l'article 3 du décret du 30 avril 2009 précité;

6° jours ouvrables scolaires : le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi à l'exception de ceux qui tombent pendant les vacances scolaires ou tout autre jour de congé scolaire;

7° décret « Mixité sociale » du 18 juillet 2008 : le décret du 18 juillet 2008 visant à réguler les inscriptions des élèves au sein des établissements scolaires dans le 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire et à favoriser la mixité sociale;

8° zone : zone, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 2° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

9° places déclarées : places déclarées en application de l'article 79/5, 1°;

10° places restées disponibles : la différence entre 102 % des places déclarées et les places attribuées par le chef d'établissement ou par le pouvoir organisateur de l'établissement;

11° période d'inscription : période d'inscription telle que définie à l'article 79/8, § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 4.** Dans la même sous-section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article 79/2 rédigé comme suit :

« Article 79/2. Pour l'application des dispositions de la section 1<sup>re</sup>/1, et particulièrement pour le calcul des distances nécessaires à la détermination de l'indice composite visé à l'article 79/17, est assimilée à :

1° une école fondamentale ou primaire, toute implantation au sens de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire;

2° un établissement d'enseignement secondaire, toute implantation située dans un bâtiment ou un ensemble de bâtiments, ayant une autre adresse que le siège administratif d'un établissement secondaire et où cet établissement organise un premier degré commun et pour autant que l'adresse de l'implantation et celle du siège soit distante de plus de 2 km. Si ce n'est pas le cas, c'est l'adresse du siège administratif qui est prise en compte. »

Pour l'application des dispositions de la présente section, par distance, il faut entendre la distance la plus courte, soit la distance à vol d'oiseau.

Pour l'application des dispositions de la présente section, le résultat obtenu par l'application des différents pourcentages prévus est arrondi à l'unité inférieure lorsque la 1<sup>ère</sup> décimale est inférieure à 5 et à l'unité supérieure lorsque la 1<sup>ère</sup> décimale est supérieure ou égale à 5.

**Art. 5.** Dans la même sous-section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article 79/3 rédigé comme suit :

« Article 79/3. Chaque année, les demandes d'inscription en première année commune de l'enseignement secondaire ordinaire sont introduites et classées selon les modalités décrites dans la section 1<sup>re</sup>/1, sans préjudice du refus de ces demandes en application, selon le cas, des articles 80, 87 et 88 du présent décret. »

**Art. 6.** Dans la même sous-section 1<sup>re</sup>, il est inséré un article 79/4 rédigé comme suit :

« Article 79/4. Les services du Gouvernement assurent le contrôle du respect, par les chefs d'établissement et les pouvoirs organisateurs d'établissements, du présent décret, notamment lors de la phase de classement visée à la sous-section 7. »

**Art. 7.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 2 intitulée « De la période préalable à la phase d'enregistrement des demandes d'inscription ».

**Art. 8.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 7, il est inséré un article 79/5 rédigé comme suit :

« Article 79/5. Sans préjudice des articles 80 et 88, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de tout établissement au sein duquel est organisé le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire communique chaque année à l'Administration, par courrier recommandé et au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire du mois de janvier :

1° le nombre limité d'élèves que l'établissement pourra accueillir l'année scolaire suivante en première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire, compte tenu des places éventuellement réservées à des élèves fréquentant la 1<sup>re</sup> année différenciée dans l'établissement;

2° le nombre de classes de première année commune qu'il pourra organiser l'année scolaire suivante;

3° le cas échéant, le nombre de classes d'immersion de première année commune qu'il organisera ainsi que le nombre d'élèves qu'elles pourront accueillir l'année scolaire suivante. »

**Art. 9.** Dans la même sous-section 2, il est inséré un article 79/6 rédigé comme suit :

« Article 79/6. Dès le premier jour ouvrable du mois d'octobre de l'année qui précède l'année scolaire pour laquelle l'inscription est demandée, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de tout établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale qui en font la demande, les documents visés à l'article 76, alinéa 1<sup>er</sup>. La souscription aux projets éducatif, pédagogique et d'établissement, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur, telle que visée à l'article 76 fait l'objet d'un entretien, avec le chef d'établissement ou son délégué, qui peut, le cas échéant, être organisé à un autre moment qu'à la date du dépôt du formulaire unique d'inscription visé à la sous-section 3. »

**Art. 10.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Du formulaire unique d'inscription ».

**Art. 11.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 10, il est inséré un article 79/7 rédigé comme suit :

« Article 79/7. § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'inscription en 1<sup>re</sup> année commune du premier degré de l'enseignement secondaire est formalisée dans un formulaire unique d'inscription.

Ce formulaire est complété d'abord par l'Administration pour chaque élève susceptible de formuler une demande d'inscription en première année commune du premier degré de l'enseignement secondaire en vue de l'année scolaire suivante. Ainsi complété, il comporte le nom, le premier prénom, la date de naissance, le domicile de l'élève, un code indiquant que l'élève est ou non considéré comme ISEF, l'indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève et un numéro propre à chaque élève.

Il est ensuite transmis, sous enveloppe fermée, au chef d'établissement ou au pouvoir organisateur de l'école primaire ou fondamentale de l'élève.

L'école transmet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, en mains propres ou par voie postale, si la remise en main propre se révèle particulièrement difficile, dans les meilleurs délais et en tout cas dix jours scolaires ouvrables avant le début de la période d'inscription, l'enveloppe contenant le formulaire ainsi qu'une attestation précisant la date d'inscription dans l'école et la langue d'immersion lorsque l'élève bénéficie d'un apprentissage en immersion. Que les documents soient remis en mains propres ou transmis par voie postale, une forme d'accusé de réception est prévue. Concomitamment, l'école remet un document d'information réalisé par l'Administration.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4, pour les enfants relevant de l'enseignement à domicile ou fréquentant un établissement visé à l'article 3 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'Administration transmet directement le formulaire à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, en mains propres ou par voie postale avec une forme d'accusé de réception.

Dans ce cas, le formulaire, complété conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, comporte en outre la mention « scolarisé en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

§ 3. L'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale complètent le formulaire unique d'inscription du nom de l'établissement d'enseignement secondaire correspondant le mieux à leurs préférences, de tous les renseignements nécessaires à l'inscription et au classement des élèves entre eux et notamment du domicile qu'ils voudraient voir pris en considération dans la détermination des distances nécessaires à la détermination de l'indice composite visé à l'article 79/17, en lieu et place de celui indiqué dans le formulaire par l'Administration.

Le domicile visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est le domicile d'un des deux parents, sauf lorsqu'un tiers exerce l'autorité parentale. Dans ce dernier cas, c'est son domicile qui est indiqué.

Ils en complètent également une partie distincte et confidentielle reprenant, dans l'ordre décroissant de leurs préférences, outre le nom de l'établissement d'enseignement secondaire correspondant le mieux à leurs préférences, un maximum de neuf autres établissements où ils souhaiteraient voir accepter leur demande d'inscription au cas où leur demande ne pourrait pas être satisfaite dans l'établissement de leur 1<sup>re</sup> préférence.

§ 4. En cas de perte du formulaire unique d'inscription, l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en obtiennent un duplicata auprès de l'Administration ou de l'école secondaire correspondant à leur 1<sup>re</sup> préférence.

§ 5. Tout établissement d'enseignement secondaire dispose de formulaires uniques d'inscription à son nom et numérotés qu'il délivre à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui n'auraient pas reçu de formulaire original. Ces derniers peuvent également demander un formulaire original directement auprès de l'Administration.

Lorsqu'il délivre un tel formulaire original, l'établissement d'enseignement secondaire communique à l'Administration le n° du formulaire ainsi que le nom de l'élève en précisant son premier prénom et son domicile. L'Administration communique à l'établissement, pour autant qu'elle puisse le déterminer, l'indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève. »

**Art. 12.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 4 intitulée « De la phase d'enregistrement des demandes d'inscription ».

**Art. 13.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 12, il est inséré un article 79/8 rédigé comme suit :

« Article 79/8. § 1<sup>er</sup>. Dès le premier jour ouvrable scolaire qui suit le congé de carnaval précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement ouvre une phase d'enregistrement des demandes d'inscription de trois semaines. Cette période d'inscription est commune aux élèves prioritaires visés à la sous-section 5 et aux élèves non prioritaires.

§ 2. Le formulaire unique d'inscription, complété en application des dispositions de la sous-section 3, est déposé par l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale dans le seul établissement correspondant le mieux à leurs préférences, à l'exclusion de tout autre et notamment des autres établissements éventuellement visés dans la partie confidentielle de leur formulaire unique d'inscription.

En cas de dépôt, pour un même élève, d'un formulaire unique d'inscription dans plusieurs établissements, l'ensemble de ces formulaires sont annulés par la CIRI qui en informe immédiatement les écoles concernées, l'élève majeur ou pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas d'empêchement, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, par écrit, mandater une tierce personne pour introduire le formulaire unique d'inscription auprès de l'établissement d'enseignement secondaire en son nom, pour autant que la personne mandatée ne soit pas membre du personnel de l'établissement d'enseignement secondaire concerné par l'inscription. Le cas échéant, cette procuration peut concerner simultanément plusieurs élèves si ceux-ci sont frère(s), sœur(s) ou résident sous le même toit.

§ 3. Au moment de la réception du formulaire unique d'inscription dûment complété par l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, l'établissement d'enseignement secondaire remet à ceux-ci une copie certifiée par elle de ce formulaire qui tient lieu, pour l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, d'accusé de réception de leur demande d'inscription dans cette école.

**Art. 14.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 12, il est inséré un article 79/9 rédigé comme suit :

« Article 79/9. Sans préjudice de l'article 79/8, toute demande d'inscription en 1<sup>ère</sup> année commune du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre. Y sont mentionnés le nom de l'élève, son numéro de formulaire unique d'inscription, sa date de naissance, son domicile, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription.

La date de la demande d'inscription visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est la date mentionnée sur l'accusé de réception visée à l'article 79/8, § 3.

Pour les demandes d'inscription introduites après la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'article 79/8, la date de la demande d'inscription est la date de leur enregistrement dans le registre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Ces demandes, actées dans l'ordre chronologique, sont classées dans cet ordre à la suite de l'ensemble des demandes enregistrées pendant la phase d'enregistrement des demandes d'inscription, sans devoir être classées en outre conformément aux dispositions de la sous-section 7. »

**Art. 15.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Des élèves prioritaires ».

**Art. 16.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 15, il est inséré un article 79/10 rédigé comme suit :

« Article 79/10. § 1<sup>er</sup>. Pour le classement des élèves et l'attribution des places disponibles dans un établissement d'enseignement secondaire en application des dispositions des sous-sections 7, 8 et 9, sont considérés comme prioritaires, dans l'ordre repris ci-dessous, les élèves :

1° dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur ou majeur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement d'enseignement secondaire;

2° qui sont issus :

a) d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés soit par le juge, soit par le conseiller ou le directeur d'aide à la jeunesse;

b) d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

c) d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance.

3° qui ont des besoins spécifiques au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et pour lesquels une intégration permanente est envisagée pour la première année du premier degré de l'enseignement secondaire en application du chapitre X du même décret;

4° qui, même sans avoir été régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé organisé par le décret du 3 mars 2004, éprouvent, au moment d'introduire ou de voir introduire par leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale une demande d'inscription, des besoins spécifiques fondés sur un handicap avéré;

5° qui fréquentent un internat relevant du même pouvoir organisateur que l'établissement ou avec lequel celui-ci entretient une collaboration;

6° dont au moins l'un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement secondaire;

7° qui, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française uniquement, fréquentent depuis le 30 septembre 2007 au moins l'enseignement primaire dans une des écoles fondamentales ou primaires du même pouvoir organisateur que l'école secondaire aux conditions visées au § 3;

8° qui fréquentent depuis le 30 septembre 2007 au moins l'enseignement primaire soit du seul établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire doit avoir conclu, aux conditions visées au § 4, alinéa 2, une convention d'adossement, soit de l'établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire peut avoir conclu, aux conditions visées au § 4, alinéa 4, une seconde convention d'adossement.

§ 2. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 2°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant qu'une copie de l'attestation visée à l'article 29, § 2, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement soit remise au chef d'établissement au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de 3 semaines d'inscription.

Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 3°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant que la proposition d'intégration visée à l'article 134 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ait fait l'objet de l'acceptation visée à l'article 135, du même décret au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de 3 semaines d'inscription;

Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 4°, ne sont considérées comme prioritaires que pour autant qu'elles soient fondées sur un projet d'intégration accepté par le chef d'établissement, en concertation avec l'équipe éducative, et ce, au plus tard le dernier jour ouvrable de la période de 3 semaines d'inscription.

Pour l'application du § 1, 4°, un projet d'intégration est un protocole reprenant :

- 1° l'accord du chef d'établissement;
- 2° l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur;
- 3° l'énumération des équipements spécifiques permettant à l'élève de poursuivre sa scolarité;
- 4° les partenaires éventuels chargés de l'accompagnement de l'élève et autorisés à intervenir dans l'établissement scolaire;
- 5° les éventuelles dispositions spécifiques établies entre l'école et les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève lui-même s'il est majeur.

§ 3. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 7° ne sont considérées comme prioritaires que pour autant que soient remplies les deux conditions suivantes :

- 1° le pouvoir organisateur n'a pas conclu de convention d'adossement au sens des articles 80, § 4, alinéa 6, 8°, 11 et 12 et 88, § 4, alinéas 6, 8°, 11 et 12, du décret du 24 juillet 1997, tel que modifié par le décret précité du 18 juillet 2008;
- 2° le pouvoir organisateur organise au moins 15 écoles fondamentales ou primaires.

Ces écoles fondamentales ou primaires sont assimilées à des établissements d'enseignement fondamental ou primaire adossés aux établissements d'enseignement secondaire organisés par le pouvoir organisateur concerné, au sens du § 4, alinéa 2.

§ 4. Les demandes d'inscription visées au § 1<sup>er</sup>, 8° ne sont considérées comme prioritaires que pour autant que la seule convention d'adossement conclue avec l'établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé ait été transmise à l'Administration au plus tard le 30 septembre 2008.

Par établissement d'enseignement fondamental ou primaire adossé, on entend exclusivement un établissement d'enseignement fondamental ou primaire qui remplit au moins trois des quatre conditions suivantes :

- 1° Avoir le même pouvoir organisateur que l'école secondaire;
- 2° Avoir un projet d'établissement commun, sauf pour les dispositions spécifiques au niveau d'enseignement concerné;
- 3° Se situer dans la même commune;
- 4° Avoir au moins 40 % des élèves de 6<sup>e</sup> primaire qui, au cours des deux années scolaires 2006-2007 et 2007-2008, se sont inscrits dans l'école secondaire concernée par la convention d'adossement.

Une seconde convention d'adossement peut-être prise en compte si et seulement si :

- 1° elle a été conclue par l'établissement d'enseignement secondaire avec un autre établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé au sens de l'alinéa 2;
- 2° elle a été approuvée par le Gouvernement avant le 31 décembre 2008;
- 3° le 15 janvier 2008, l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves des écoles adossées qui relèvent également d'une autre catégorie d'élèves visés au § 1<sup>er</sup>, occupaient au maximum 50 % des places disponibles.

S'il apparaît, pour toute année scolaire postérieure à celle lors de laquelle la seconde convention a été conclue, qu'au 15 janvier l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves des écoles adossées qui relèvent également d'une autre catégorie d'élèves visés au § 1<sup>er</sup>, occupent plus de 50 % des places disponibles, la seconde convention devient définitivement caduque à compter de l'année scolaire qui suit celle du constat.»

**Art. 17.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 15, il est inséré un article 79/11 rédigé comme suit :

« Article 79/11. Quelle que soit la priorité qu'un candidat à l'inscription peut faire valoir en application de l'article 79/10, elle ne vaut que dans l'école où l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale déposent leur formulaire unique d'inscription. »

**Art. 18.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Des établissements d'enseignement secondaire réputés complets et incomplets ».

**Art. 19.** Dans la sous-section 6, insérée par l'article 18, il est inséré un article 79/12 rédigé comme suit :

« Article 79/12. § 1<sup>er</sup>. Pour les inscriptions en 1<sup>re</sup> année commune de l'enseignement secondaire, on distingue les établissements d'enseignement secondaires complets et les établissements d'enseignement secondaire incomplets.

Sont réputés complets pour les inscriptions en 1<sup>re</sup> année commune de l'année scolaire A, les établissements d'enseignement secondaire qui, à la fin de la période d'enregistrement des demandes d'inscription précédant l'année scolaire A-1, ont reçu un nombre de formulaires uniques d'inscription supérieur au nombre de places disponibles.

Sont réputés incomplets pour les inscriptions en 1<sup>ère</sup> année commune de l'année scolaire A, les établissements d'enseignement secondaire autres que ceux visés à l'alinéa 2.

§ 2. L'Administration informe, un mois au moins avant le début de la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à la sous-section 4, les établissements d'enseignement secondaire qu'ils seront réputés complets ou incomplets pour les inscriptions relatives à l'année scolaire suivante. »

**Art. 20.** Dans la même sous-section 6, il est inséré un article 79/13 rédigé comme suit :

« Article 79/13. § 1<sup>er</sup>. Dans tout établissement d'enseignement secondaire réputé incomplet en application de l'article 79/12, pour autant que le nombre de formulaires uniques d'inscription reçus pendant la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à la sous-section 4 soit inférieur ou égal à 102 % du nombre de places déclarées, tous les élèves pour lesquels le formulaire unique d'inscription y a été déposé sont définitivement en ordre utile dans cet établissement.

Dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent, l'établissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> adresse à la CIRI, une copie électronique de son registre des demandes d'inscription et précise le nombre de places encore disponibles et le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint.

§ 2. Lorsque le nombre de formulaires d'inscription est supérieur au nombre de places déclarées, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement réputé incomplet attribue jusqu'à 102 % des places déclarées, selon la méthode définie dans la sous-section 8. »

**Art. 21.** Dans la sous-section 6, insérée par l'article 18, il est inséré un article 79/14 rédigé comme suit :

« Article 79/14. § 1<sup>er</sup>. Dans tout établissement d'enseignement secondaire réputé complet en application de l'article 79/12, pour autant que le nombre de formulaires uniques d'inscription reçus pendant la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à la sous-section 4 soit inférieur ou égal à 80 % du nombre de places déclarées, tous les élèves pour lesquels le formulaire unique d'inscription y a été déposé sont définitivement en ordre utile dans cet établissement.

Dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent, l'établissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> adresse à la CIRI, une copie électronique de son registre des demandes d'inscription et précise le nombre de places encore disponibles et le nombre d'élèves ISEF éventuellement manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint.

§ 2. Lorsque le nombre de formulaires d'inscription est supérieur à 80 % du nombre de places déclarées, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement réputé complet attribue lui-même 80 % des places déclarées, selon la méthode définie dans la sous-section 8 et réserve l'attribution des places restées disponibles à la CIRI. »

**Art. 22.** Dans la même section 1<sup>re</sup>/1, il est inséré une sous-section 7 intitulée « Du classement des demandes d'inscription ».

**Art. 23.** Dans la sous-section 7, insérée par l'article 22, il est inséré un article 79/15 rédigé comme suit :

« Article 79/15. Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de tout établissement attribue au moins 20,4 % des places déclarées, aux élèves ISEF, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'inscription pendant la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'article 79/8. »

**Art. 24.** Dans la même sous-section 7, il est inséré un article 79/16 rédigé comme suit :

« Article 79/16. Pour l'attribution des places disponibles dans tout établissement d'enseignement secondaire où le nombre de formulaires uniques d'inscription est supérieur au nombre de places qu'il attribue, qu'il soit réputé complet ou incomplet, chaque élève pour lequel un formulaire unique d'inscription a été déposé pendant la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'article 79/8 est classé dans l'ordre décroissant, en fonction de son indice composite. »

**Art. 25.** Dans la même sous-section 7, il est inséré un article 79/17 rédigé comme suit :

« Article 79/17. § 1<sup>er</sup>. L'indice composite visé à l'article 79/16 est déterminé en attribuant à l'élève une valeur « 1 » d'abord multipliée par un facteur variant dégressivement de 1,5 à 1,1 par pas de « - 0,1 » de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> préférence et ensuite multipliée par des facteurs attachés à des critères.

Les seuls critères qui peuvent et doivent intervenir et leurs pondérations possibles pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont les suivants :

1° l'école primaire ou fondamentale d'origine est au moment de l'inscription en 1<sup>ère</sup> commune ou au moment de l'inscription dans l'enseignement primaire de cette école, parmi celles du réseau auquel appartient l'école primaire ou fondamentale d'origine, une des cinq plus proches du domicile de l'élève ou d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de la 1<sup>re</sup> plus proche à la 5<sup>e</sup> plus proche. Ces valeurs sont : 2, pour la 1<sup>re</sup> plus proche, 1,81 pour la 2<sup>e</sup> plus proche, 1,61 pour la 3<sup>e</sup> plus proche, 1,41 pour la 4<sup>e</sup> plus proche, 1,21 pour la 5<sup>e</sup> plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées;

2° l'établissement d'enseignement secondaire choisi est, parmi ceux du réseau auquel appartient l'établissement d'enseignement secondaire choisi, un des cinq plus proches du domicile de l'élève ou de celui d'un des deux parents. Ce critère est décliné en attribuant une pondération dégressive de l'école la 1<sup>re</sup> plus proche à la 5<sup>e</sup> plus proche. Ces valeurs sont : 1,98 pour la 1<sup>re</sup> plus proche, 1,79 pour la 2<sup>e</sup> plus proche, 1,59 pour la 3<sup>e</sup> plus proche, 1,39 pour la 4<sup>e</sup> plus proche, 1,19 pour la 5<sup>e</sup> plus proche et 1 pour les écoles plus éloignées;

3° l'établissement d'enseignement secondaire choisi se situe dans un rayon de 4 km de l'école primaire ou fondamentale d'origine. Ce critère vaut 1,54 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré;

4° A partir de l'année scolaire 2011-2012, l'école primaire ou fondamentale d'origine est une des écoles primaires dont le projet d'établissement prévoit au moins cinq actions prioritaires de partenariat pédagogique avec l'école secondaire reprenant dans son propre projet d'établissement ces mêmes actions visant en tous cas à favoriser la transition entre le primaire et le secondaire, l'intégration au sein du 1<sup>er</sup> degré et la lutte contre le décrochage. Parmi ces cinq actions, quatre au moins sont reprises parmi les suivantes :

- La réalisation d'activités en commun pour les élèves et/ou les équipes éducatives;
- L'échange de documents pédagogiques et d'informations;
- Des périodes de concertation entre les équipes éducatives;
- Des réunions de parents communes;
- Des formations d'enseignants en commun;
- Des visites d'élèves du primaire dans le secondaire;
- La présence ponctuelle d'enseignants d'un niveau dans l'autre;

— La collaboration envisagée fait l'objet d'une convention de partenariat et les établissements partenaires font un rapport de leurs activités de partenariat qu'elles tiennent à disposition de l'inspection.

Ce critère interviendra pour autant qu'au moins trois écoles primaires soient concernées dont au moins une est considérée comme moins favorisée au sens de l'article 79/1, 4°. Par dérogation, pour les zones où les élèves ISEF ne peuvent être issus que de moins de 15 % des écoles ou implantations fondamentales ou primaires de la zone une des écoles fondamentales concernées au moins a un indice socio-économique moyen inférieur de 0,6 point à celui de l'école secondaire.

Ce critère vaut 1,51 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré. Ce critère n'est pris en compte que pour les écoles ne bénéficiant pas ou plus de l'adossement.

Ce critère vaut également 1,51 si l'école fondamentale ou primaire d'origine est une école qui a une convention de partenariat avec une autre école secondaire que celle dans laquelle il souhaite s'inscrire, pour autant d'une part, que l'établissement d'enseignement secondaire choisi ait conclu une convention de partenariat avec d'autres établissements d'enseignement primaire ou fondamental que celui d'origine et d'autre part, qu'au moins une des deux conditions suivantes soit remplie :

- a) l'école fondamentale ou primaire d'origine est la première plus proche du domicile au sens du 1°;
- b) l'élève était inscrit dans l'école primaire d'origine avant la date de conclusion de la convention de partenariat par cette école.

5° Egalement à partir de l'année scolaire 2011-2012, l'école fondamentale ou primaire d'origine est une école qui n'a ni convention d'adossement, ni convention de partenariat. Ce critère bénéficie de la même pondération que le critère 4 et ne s'applique qu'à l'égard d'écoles secondaires concernées par des partenariats pédagogiques;

Ce critère et sa pondération bénéficient également aux écoles qui se trouvent dans une commune où le choix des parents entre écoles secondaires organisées ou subventionnées par la Communauté française de caractères différents ne peut s'exercer par défaut de telles écoles dans la Commune. Les critères 4, et 5 ne sont pas cumulables.

6° L'école secondaire offre la possibilité de poursuivre en immersion dans la même langue à des élèves qui ont bénéficié de cet apprentissage depuis la 3<sup>ème</sup> primaire au moins. Ce critère vaut 1,18 s'il est rencontré et 1 s'il n'est pas rencontré.

§ 2. Lorsque par manque de données, il n'est pas possible de déterminer la valeur de l'indice composite d'un élève, l'école ou la CIRI selon le cas, lui attribue un indice composite dont la valeur est la moyenne des indices composites des élèves à classer et pour lesquels cette valeur est connue. »

**Art. 26.** Dans la même sous-section 7, il est inséré un article 79/18 rédigé comme suit :

« Article 79/18. Lorsque, pour l'attribution des places disponibles, plusieurs élèves ont le même indice composite, ils sont classés dans l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine. Lorsqu'il est impossible de déterminer l'indice socio-économique du quartier d'origine d'un élève, l'Administration lui attribue l'indice socio-économique moyen du quartier d'origine des élèves ayant le même indice composite.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent maintient un (des) ensemble(s) d'ex-aequo dont le nombre est supérieur à trois, ils sont d'abord départagés au sein de chacun de ces ensembles dans l'ordre croissant de la pondération obtenue par application de l'article 79/17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°. Si l'application de cette modalité de départage conduit encore à un (des) ensemble(s) d'ex-aequo dont le nombre est supérieur à trois, ils sont départagés au sein de chaque ensemble dans l'ordre croissant de la distance de l'établissement d'enseignement secondaire au domicile de l'élève ou d'un des deux parents. »

**Art. 27.** Dans la section 1<sup>re</sup>/1, insérée par l'article 1<sup>er</sup>, il est inséré une sous-section 8 intitulée « De l'attribution des places disponibles par le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement ».

**Art. 28.** Dans la sous-section 8, insérée par l'article 27, il est inséré un article 79/19 rédigé comme suit :

« Article 79/19. Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement attribue les places qu'il lui revient d'attribuer selon le cas en vertu des articles 79/13, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 79/14, § 2, comme indiqué ci-dessous :

1° d'abord et pour autant que ce pourcentage puisse être atteint, il réserve et attribue 20,4 % des places déclarées, à des élèves ISEF dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine;

2° ensuite, il attribue, selon le cas, le solde éventuel des 80 % ou des 102 % des places déclarées, aux élèves prioritaires dans l'ordre des priorités et au sein de chaque priorité, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine;

3° enfin, il attribue, selon le cas, le solde éventuel des 80 % ou des 102 % des places déclarées, aux élèves non prioritaires, ISEF ou non, dans l'ordre de leur classement suivant l'indice composite et en cas d'ex-aequo selon l'ordre croissant de l'indice socio-économique de leur quartier d'origine.

Les élèves dont la demande d'inscription est satisfaite en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont définitivement en ordre utile. »

**Art. 29.** Dans la sous-section 8, insérée par l'article 27, il est inséré un article 79/20 rédigé comme suit :

« Article 79/20. Dans les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'article 79/8, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement adresse à la CIRI une copie électronique du registre des demandes d'inscription visé à l'article 79/9.

Le cas échéant, il lui adresse la partie distincte et confidentielle du formulaire unique d'inscription des élèves dont la demande d'inscription n'a pu être satisfaite en application de l'article 79/14, § 2, et de l'article 79/19.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement communique en outre le nombre d'élèves manquants pour que la proportion minimale de 20,4 % d'élèves ISEF visée à l'article 79/15 soit, dans la mesure du possible, atteinte à l'intervention de la CIRI, conformément aux dispositions de la sous-section 9. »

**Art. 30.** Dans la même section 1<sup>re</sup>/1, il est inséré une sous-section 9 intitulée « De l'attribution des places par la CIRI et de la constitution des listes d'attente ».

**Art. 31.** Dans la sous-section 9, insérée par l'article 30, il est inséré un article 79/21 rédigé comme suit :

« Article 79/21. § 1<sup>er</sup>. La CIRI dispose des places restées disponibles dans les établissements d'enseignement réputés incomplets ainsi que des places restées disponibles dans les établissements d'enseignement réputés complets.

Pour chaque établissement d'enseignement secondaire dont elle gère l'attribution de places, la CIRI dresse la liste des candidats à ces places, à savoir les élèves dont la 1<sup>ère</sup> préférence n'a pas encore pu être satisfaite dans cet établissement auxquels s'ajoutent, après dépouillement des volets confidentiels des formulaires d'inscription, les élèves dont la 1<sup>ère</sup> préférence n'a pas encore pu être satisfaite ailleurs et pour lesquels cet établissement constituait une des autres préférences exprimées dans le formulaire unique d'inscription.

Pour chacun de ces établissements, la CIRI procède au classement des élèves, encore en demande d'inscription dans l'ordre décroissant de leur indice composite calculé conformément à l'article 79/17, et éventuellement départagés conformément à l'article 79/18.

§ 2. La CIRI attribue d'abord les places dont elle dispose de la manière suivante :

1° dans les établissements d'enseignement secondaire qui ont déclaré un nombre d'élèves ISEF manquant pour que le pourcentage de 20,4 % d'élèves ISEF par rapport aux places déclarées soit atteint, la CIRI commence par attribuer ces places, dans l'ordre de leur classement, à des élèves ISEF pour lesquels cette école correspond à la 2<sup>ème</sup> préférence. S'il n'y en a pas suffisamment, le pourcentage d'élèves ISEF est réputé définitivement atteint;

2° ensuite, dans les établissements d'enseignement secondaire qui n'ont pas pu satisfaire les demandes d'inscription d'élèves prioritaires déposées auprès d'eux, la CIRI attribue à ces derniers des places dans l'ordre des priorités, tel que déterminé à l'article 79/10, et au sein de chaque priorité, dans l'ordre de leur classement.

§ 3. Pour les places restantes après application du § 2, la CIRI procède à l'optimisation des préférences de l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, selon la méthode visant à rapprocher chaque élève de sa meilleure préférence possible, sans jamais pouvoir lui imposer une place dans l'établissement d'enseignement secondaire correspondant à une préférence inférieure à celle résultant de son classement dans les différents établissements d'enseignement secondaire visés dans la partie confidentielle de son formulaire unique d'inscription.

La méthode visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> implique :

1° dans un premier temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription ne correspondant pas à la 1<sup>re</sup> préférence indiquée dans la partie confidentielle du formulaire unique d'inscription de l'élève et de ne les réintroduire à leurs différentes places dans le classement des différents établissements d'enseignement secondaire que si cette 1<sup>re</sup> préférence n'a pas pu être satisfaite;

2° dans un deuxième temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription dont l'ordre de préférence est supérieur à deux et de ne les réintroduire dans leurs différentes places dans les différents établissements d'enseignement secondaire que si ces 1<sup>re</sup> ou 2<sup>es</sup> préférences n'ont pas pu être satisfaites;

3° dans un N<sup>ième</sup> temps, de suspendre provisoirement toutes les demandes d'inscription dont l'ordre de préférence est supérieur à N et de ne les réintroduire à leurs places dans les différents établissements d'enseignement secondaire que si aucune de ces préférences supérieures à la N<sup>ième</sup> préférence n'a pu être satisfaite;

4° et ainsi de suite jusqu'à la phase de suspension provisoire de toutes les demandes correspondant à la 10<sup>e</sup> préférence et à leur réintroduction définitive dans les places qu'ils occupaient si aucune de leur préférence supérieure à la 9<sup>e</sup> préférence n'a pu être satisfaite.

§ 4. Pour l'application du présent article, un élève en ordre utile dans un établissement d'enseignement secondaire est maintenu, jusqu'au dernier jour du mois d'août qui n'est ni un samedi ni un dimanche, pour laquelle les inscriptions sont envisagées, en liste d'attente dans tout établissement d'enseignement secondaire correspondant mieux à ses préférences que celui où il est en ordre utile, sans préjudice du délai prévu à l'article 79/24, § 2, alinéa 2. »

**Art. 32.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 79/22 rédigé comme suit :

« Article 79/22. A l'issue de son travail d'optimisation, la CIRI transmet à chaque établissement d'enseignement secondaire, son registre des demandes d'inscription complété en y distinguant les élèves en ordre utile des élèves éventuellement en liste d'attente. Pour chaque élève visé à l'article 79/21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la CIRI lui adresse s'il est majeur ou à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, un courrier lui précisant l'école où il est en ordre utile et/ou sa situation en liste d'attente dans les écoles concernées. »

**Art. 33.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 79/23 rédigé comme suit :

« Article 79/23. Le nombre d'élèves visés à l'article 79/5, 1° ne peut être dépassé que d'une unité par classe déclarée en application de l'article 79/5, 2°, et uniquement pour :

1° répondre à une injonction de la CIRI, en vue de résoudre des cas exceptionnels ou de force majeure imprévisibles au moment de la phase d'enregistrement des demandes d'inscription;

2° inscrire en 1<sup>ère</sup> année commune un élève qui s'inscrit dans l'internat de l'école secondaire concernée ou dans un internat associé à l'école par une convention;

3° permettre l'inscription d'un membre supplémentaire de la fratrie lorsqu'un autre membre s'est vu attribuer la dernière place disponible;

4° permettre l'inscription d'élèves classés ex-aequo dans l'ordre de classement des élèves, lorsqu'un des élèves classés ex-aequo s'est vu attribuer la dernière place disponible.

Lorsqu'il fait application de l'alinéa 2°, 3° et 4°, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur en informe immédiatement la CIRI. »

**Art. 34.** Dans la même sous-section 9, il est inséré un article 79/24 rédigé comme suit :

« Article 79/24. § 1<sup>er</sup>. Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement informe l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'inscription de l'intéressé ou du fait que son inscription est refusée pour le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée. Dans ce dernier cas, le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement communique également la position que l'élève occupe dans sa liste d'attente.

§ 2. Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée, dès qu'une place redevient disponible au sein de l'établissement, elle est proposée dans l'ordre de la liste d'attente visée au § 1<sup>er</sup>. La proposition émane de la CIRI pour les élèves qu'elle a placés en liste d'attente en application de l'article 79/21, §§ 2 et 3 et de l'établissement d'enseignement secondaire pour les élèves que ce dernier a placés en liste d'attente en application de l'article 79/9, alinéa 3. Pour permettre à la CIRI d'agir conformément au présent alinéa, l'établissement informe immédiatement la CIRI de tout désistement. Pour l'application du présent article, aucune place n'est réputée redevenir disponible tant que le nombre d'élèves en ordre utile n'est pas inférieur à 100 % des places déclarées, hormis les élèves ajoutés en application de l'article 79/23.

L'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale auxquels la place est proposée indiquent par écrit, dans les sept jours ouvrables à compter de la date d'envoi, qu'ils décident d'occuper ou de ne pas occuper cette place.

Dans le cas où l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale décident d'occuper cette place, ou à défaut de réponse dans le délai prescrit à l'alinéa 2, ils sont réputés se désister dans le même délai des autres demandes d'inscription introduites pendant ou après la période d'enregistrement des demandes d'inscription, sous réserve de l'article 79/21, § 4.

§ 3. Le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur de l'établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation d'inscription ou de refus d'inscription contenant notamment les éléments suivants :

1° l'identification et les coordonnées de l'établissement scolaire, de son pouvoir organisateur et de son chef d'établissement;

2° l'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

3° le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'établissement scolaire;

4° le nombre de places attribuées à l'issue de la période de 3 semaines d'inscription;

5° le fait que l'inscription est soit acceptée soit refusée pour le motif qu'aucune place n'a pu lui être attribuée, le cas échéant, la position que l'élève occupe sur la liste d'attente et l'indication des services de l'administration où l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire;

6° la date à laquelle l'attestation d'inscription est signifiée et remise, la signature du chef d'établissement et la signature de l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale. »

**Art. 35.** Dans la même section 1<sup>re</sup>/1, il est inséré une sous-section 10 intitulée «De la CIRI ».

**Art. 36.** Dans la sous-section 10, insérée par l'article 35, il est inséré un article 79/25 rédigé comme suit :

« Article 79/25. § 1<sup>er</sup>. La CIRI est composée des personnes suivantes :

1° Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ou son délégué, qui préside. Un représentant du Ministre-Président et un représentant du Ministre ayant les Bâtiments scolaires dans ses attributions assistent aux réunions;

2° Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué;

3° Un représentant par organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné reconnu par le Gouvernement conformément à la législation relative à la représentation des pouvoirs organisateurs subventionnés;

4° Deux représentants par commission zonale des inscriptions visée à l'article 80, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et par commission décentralisée des inscriptions visée à l'article 88, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque ces commissions sont compétentes pour des zones à l'égard desquelles la CIRI intervient dans l'attribution des places conformément à l'article 79/21;

5° Deux représentants par Fédération d'associations de parents reconnues comme représentatives;

6° Deux membres de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française, dont le Directeur général ou son représentant;

7° Deux membres de l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication, en abrégé ETNIC, créée par le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

§ 2. Le siège de la CIRI est situé à l'Administration, qui en assure la logistique et le secrétariat.

La CIRI prend ses décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, elle statue à la majorité des membres présents visés aux points 2° à 6° du § 1<sup>er</sup>.

Pour mener à bien, dans les meilleurs délais, les opérations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de la sous-section 9, la CIRI requiert les ressources des commissions zonales et décentralisées des inscriptions. »



**Art. 37.** Dans la même sous-section 10, il est inséré un article 79/26 rédigé comme suit :

« Article 79/26. La CIRI a pour missions, outre celle visée aux articles 79/21 et 79/23, de :

- 1° garantir la transparence et l'exacte application du système d'attribution des places disponibles en application de l'article 79/5;
- 2° saisir le Gouvernement de tout problème qui nécessiterait une prise de décision de sa part;
- 3° suggérer à la Commission de pilotage les éventuelles améliorations à apporter au système d'attribution des places disponibles pour les années scolaires suivantes;
- 4° résoudre les cas exceptionnels ou de force majeure;
- 5° rendre un rapport annuel au Gouvernement et à la Commission de Pilotage. Le Gouvernement transmet le rapport au Parlement. »

CHAPITRE II. — *Dispositions dérogatoires relatives aux inscriptions en première année du premier degré de l'enseignement secondaire lors de l'année scolaire 2010-2011*

**Art. 38.** Pour les inscriptions en première année du premier degré de l'enseignement secondaire lors de l'année scolaire 2010-2011, par dérogation :

1° la communication des informations visée à l'article 79/5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre a lieu au plus tard le 22 mars 2010;

2° le délai de 10 jours scolaires ouvrables précédant la période d'inscription prévu à l'article 79/7, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa pour la transmission, - par l'école, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, de l'enveloppe contenant le formulaire ainsi que l'attestation et du document d'information -, est remplacé par une date ultime de transmission fixée au 2 avril 2010;

3° la phase d'enregistrement des demandes d'inscription visée à l'article 79/8 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre débute le 26 avril 2010 et se limite à 2 semaines;

4° sont réputés complets pour les inscriptions en 1<sup>ère</sup> année commune de l'année scolaire 2010-2011, les établissements d'enseignement secondaire dont le nombre d'élèves inscrits au 1<sup>er</sup> octobre 2009 en 1<sup>ère</sup> année commune était au moins égal au nombre de places déclarées pour le 20 octobre 2008 pour l'année scolaire 2009-2010, en application des articles 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa, 5 et 88, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, tel que modifié par le décret précité du 18 juillet 2008;

5° sont réputés incomplets pour les inscriptions en 1<sup>ère</sup> année commune de l'année scolaire 2010-2011, les établissements d'enseignement secondaire autres que ceux visés au 4°;

6° le délai de 5 jours ouvrables scolaires prévus aux articles 79/13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 79/14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 pour transmettre à la CIRI une copie électronique de son registre des demandes d'inscription, le nombre de places disponibles et le nombre d'ISEF éventuellement manquant est remplacé par la date limite du 14 mai 2010;

7° sont considérés comme élèves « ISEF » les élèves provenant d'une des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire existant au 15 janvier 2009 qui, dans le classement des implantations dressé par l'Administration sur base des élèves inscrits à cette date en application de l'article 4, § 2, alinéa 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont les moins favorisées et ensemble scolarisent 40 % des élèves;

8° l'indice socio-économique du quartier d'origine de l'élève est celui attribué par l'Administration au secteur statistique du domicile de l'élève selon les modalités fixées par l'arrêté du Gouvernement du 20 juillet 2005 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque quartier en application de l'article 4, § 1<sup>er</sup> du décret du 30 juin 1998 précité.

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française*

**Art. 39.** A l'article 3, du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, complété en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, la modification suivante est apportée : un point 10bis est inséré entre les points 10 et 11, rédigé comme suit :

« 10bis. Sans préjudice de la mission définie au point 10, d'observer le processus d'inscription dans le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, résultant de l'application du décret-missions à tout le moins depuis sa modification par le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire.

Dans l'exercice de cette mission d'observation, la Commission de pilotage mobilise les moyens logistiques dont elle dispose en vertu de l'article 4 et procède à toutes les auditions utiles, dont celles de chefs d'établissement de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, de pouvoirs organisateurs de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, de représentants d'organismes ou d'associations dont l'action porte sur la défense des droits fondamentaux ou sur le droit à l'enseignement.

Sur la base de ces observations, la Commission de pilotage rédige tous les deux ans un rapport à l'intention du Gouvernement. Ce rapport évalue si les objectifs du décret-missions en matière de régulation des inscriptions en 1<sup>ère</sup> année commune du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire sont atteints. Cette évaluation porte notamment sur :

- a) l'évolution du taux de réussite au cours et à l'issue du 1<sup>er</sup> degré;
- b) l'évolution du taux de fréquentation des années complémentaires organisées à l'issue d'une 1<sup>ère</sup> ou d'une 2<sup>ème</sup> année commune;
- c) la mise en œuvre par les écoles de stratégies de soutien et d'accompagnement à l'attention des élèves inscrits sur base de l'indice socio-économique de leur école primaire ou fondamentale d'origine;

d) le développement d'expériences pilotes de partenariats entre écoles d'indice socio-économique faible et d'indice socio-économique plus élevé;

e) l'évolution du nombre de changement d'écoles au cours du cycle;

f) l'orientation en fin de cycle;

g) la progression vers l'objectif de mixité poursuivi;

h) Le système d'attribution des places disponibles.

Le rapport contient les propositions qui, le cas échéant, permettraient de mieux atteindre les objectifs précités. »

#### CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et modificatives

**Art. 40.** Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 9° du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 69 est remplacé par une disposition libellée comme suit :

« 9° d'étudier et de proposer les actions de soutien et d'accompagnement à l'attention des élèves inscrits sur base de l'indice socio-économique de leur école fondamentale ou primaire d'origine;

2° les alinéas 5 à 14 du § 1<sup>er</sup> et les §§ 4 et 5 de l'article 80 sont abrogés;

3° les alinéas 4 à 13 du § 1<sup>er</sup> et les §§ 4 et 5 de l'article 88 sont abrogés.

**Art. 41.** L'article 23bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est complété par la disposition suivante :

« A partir de l'année scolaire 2010-2011, la dérogation prévue ci-avant est accordée automatiquement aux établissements scolaires, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande dans les cas suivants :

1° pour permettre, dans le cadre de l'application de l'article 79/23, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, de dépasser le nombre de places déclaré;

2° lorsque le nombre d'élève inscrits en 1<sup>ère</sup> année commune de l'enseignement secondaire dépasse effectivement le nombre d'élèves déclarés en application de l'article 79/5 du même décret. »

**Art. 42.** Dans le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, à l'article 6, § 2, alinéa 2, remplacer la dernière phrase, par la phrase suivante : « Dans ce cas, l'autorisation de fréquenter une desdites classes est accordée en suivant l'ordre de classement obtenu en application des articles 79/17 et 79/18 du décret missions. »

**Art. 43.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 3 avril 2009 relatif à la régulation des inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire, est abrogé.

**Art. 44.** L'article 7 du décret « Mixité sociale » du 18 juillet 2008 est abrogé.

#### CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

**Art. 45.** Le présent décret produit ses effets le 15 février 2010.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

#### Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 82-1. — Amendements de commission, n° 82-2. — Rapport, n° 82-3. — Erratum, n° 82-4. — Amendements de séance, n° 82-5.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 17 mars 2010.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 1155

[C — 2010/29211]

**18 MAART 2010.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op het gebied van de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Artikel 1.** In hoofdstuk IX van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt, na de bepalingen van afdeling 1, een afdeling 1/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Regels die gemeenschappelijk zijn voor de inschrijving in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs ».

**Art. 2.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidend als volgt : « Definities en algemene bepalingen ».

**Art. 3.** In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 79/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/1. Voor de toepassing van afdeling 1/1 wordt verstaan onder :

1° het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting : het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de inrichtende macht of haar afgevaardigde in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

2° eerste gemeenschappelijk jaar van de eerste graad in het secundair onderwijs : het eerste gemeenschappelijk jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

3° netoverschrijdende inschrijvingscommissie : de commissie waarvan de samenstelling en de opdrachten in onderafdeling 10 worden bepaald;

4° leerling die uit een minder begunstigde school of vestiging voor basis- of lager onderwijs afkomstig is, kort « ZSEI - leerling » (zwakke sociaal-economische index) : leerling die afkomstig uit één van de vestigingen voor het basis- of lager onderwijs die, in de rangschikking van de vestigingen van het basis- of lager onderwijs, opgemaakt door de administratie met toepassing van artikel 4, vierde lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, de minst begunstigde zijn en die samen 40 % van de leerlingen ontvangen;

5° sociaal-economische index van de wijk waaruit de leerling afkomstig is : sociaal- economische index toegekend aan de statistische sector van de woonplaats van de leerling bepaald in artikel 3 van het voormelde decreet van 30 april 2009;

6° schoolwerkdagen : maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van deze die samenvallen met de schoolvakantie of elke andere schoolverlofdag;

7° decreet « sociale gemengdheid » van 18 juli 2008 : het decreet van 18 juli 2008 tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs en tot bevordering van de sociale gemengdheid binnen de schoolinrichtingen;

8° zone : zone, zoals bepaald in artikel 1, 2°, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

9° erkende plaatsen : plaatsen erkend met toepassing van artikel 79/5, 1°;

10° beschikbaar overgebleven plaatsen : het verschil tussen 102 % van de erkende plaatsen en de plaatsen die door het inrichtingshoofd of door de inrichtende macht van de inrichting worden toegekend;

11° inschrijvingsperiode : inschrijvingsperiode zoals bepaald in artikel 79/8, § 1.

**Art. 4.** In dezelfde onderafdeling 1, wordt een artikel 79/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/2. Voor de toepassing van de bepalingen van afdeling 1/1, inzonderheid voor de berekening van de afstanden die noodzakelijk zijn voor de bepaling van het samengestelde indexcijfer bedoeld in artikel 79/17, wordt gelijkgesteld met :

1° een basisschool of een lagere school, elke vestiging in de zin van artikel 4, eerste lid, 9° en 10°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs;

2° een inrichting voor secundair onderwijs, elke vestiging gelegen in een gebouw of een geheel van gebouwen, die een ander adres heeft dan de administratieve zetel van een secundaire inrichting en waar die inrichting een gemeenschappelijke eerste graad organiseert, voor zover het adres van de vestiging en dat van de zetel met meer dan 2 km van elkaar verwijderd zijn. Als dit niet het geval is, wordt het adres van de administratieve zetel in aanmerking genomen. »

Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling, onder afstand, wordt verstaan de kortste afstand, dit is de afstand in vogelvlucht.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling, wordt het resultaat bekomen bij toepassing van de verschillende bepaalde percentages naar de lagere eenheid afgerond wanneer de eerste decimaal lager is dan 5 en naar de hogere eenheid wanneer de eerste decimaal hoger is dan of gelijk is aan 5.

**Art. 5.** In dezelfde onderafdeling 1, wordt een artikel 79/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/3. Elk jaar worden de inschrijvingsaanvragen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewoon secundair onderwijs ingediend en gerangschikt volgens de in afdeling 1/1 nader bepaalde regels, onverminderd de afwijzing van die aanvragen bij toepassing, naar gelang van het geval, van de artikelen 80, 87 en 88 van dit decreet. ».

**Art. 6.** In dezelfde onderafdeling 1, wordt een artikel 79/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/4. De diensten van de Regering worden belast met het toezicht op de naleving van dit decreet door de inrichtingshoofden en de inrichtende machten, inzonderheid bij de rangschikkingsfase bedoeld in onderafdeling 7 ».

**Art. 7.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt : « Periode voorafgaand aan de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen ».

**Art. 8.** In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 79/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/5. Onverminderd de artikelen 80 en 88, deelt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van elke inrichting waarin de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt georganiseerd elk jaar aan de administratie, bij aangetekend schrijven, uiterlijk op de laatste schoolwerkdag van de maand januari de volgende gegevens mee :

1° het beperkte aantal leerlingen die de inrichting gedurende het volgende schooljaar zal kunnen ontvangen in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs, rekening houdend met de plaatsen die eventueel worden voorbehouden voor leerlingen die in het gedifferentieerde eerste jaar in de inrichting school lopen;

2° het aantal klassen van het eerste gemeenschappelijke jaar die ze in het volgende schooljaar zal kunnen organiseren;

3° in voorkomend geval, het aantal taalbadklassen van het eerste gemeenschappelijke jaar die ze zal organiseren alsook het aantal leerlingen die ze in het volgende schooljaar zullen kunnen ontvangen. »

**Art. 9.** In dezelfde onderafdeling 2, wordt een artikel 79/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/6. Vanaf de eerste werkdag van de maand oktober van het jaar dat voorafgaat aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt aangevraagd, deelt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van elke inrichting aan de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, die dit aanvragen, de documenten bedoeld in artikel 76, eerste lid, mee. De aanvaarding van de opvoedings-, pedagogische en inrichtingsprojecten, het studiereglement en het huishoudelijk reglement, zoals bedoeld in artikel 76, wordt besproken met het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde, die, in voorkomend geval, worden georganiseerd op een ander ogenblik dan op de datum van indiening van het unieke inschrijvingsformulier bedoeld in onderafdeling 3. »

**Art. 10.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt : « Uniek inschrijvingsformulier ».

**Art. 11.** In onderafdeling 3, ingevoegd door artikel 10, wordt een artikel 79/7 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/7. § 1. Elke aanvraag om inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs wordt uitdrukkelijk ingediend in een uniek inschrijvingsformulier.

Dat formulier wordt eerst door de administratie ingevuld voor elke leerling die een aanvraag om inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met het oog op het volgende schooljaar kan indienen. Het aldus ingevulde formulier omvat de naam, de eerste voornaam, de geboortedatum, de woonplaats, een code die aantoont dat de leerling al dan niet als een « ZSEI – leerling » wordt beschouwd, het sociaal-economisch indexcijfer van de wijk van afkomst van de leerling en een nummer dat eigen is aan iedere leerling.

Het wordt vervolgens, onder gesloten omslag, doorgezonden aan het inrichtingshoofd of aan de inrichtende macht van de lagere school of de basisschool van de leerling.

De school zendt aan de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, in eigen handen of bij de post, indien de overhandiging bijzonder moeilijk voorkomt, onverwijld en in ieder geval tien schoolwerkdagen vóór het begin van de inschrijvingsperiode, de omslag die het formulier bevat alsook een attest houdende vermelding van de datum van inschrijving in de school en de taal waarin het taalbadonderwijs wordt verstrekt, wanneer de leerling een taalbadonderwijs geniet. Voor elke toezending van een document, of dit nu in eigen handen of via de post geschiedt, wordt een soort ontvangstbewijs bepaald. De school bezorgt gelijktijdig een door de administratie uitgevoerd informatiedocument.

§ 2. In afwijking van § 1, derde lid en vierde lid, voor de kinderen die onder het thuisonderwijs ressorteren of die school lopen in een inrichting bedoeld in artikel 3 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zendt de administratie het formulier rechtstreeks aan de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, in eigen handen of via de post, met een soort ontvangstbewijs.

In dat geval bevat het formulier, dat overeenkomstig § 1, tweede lid, wordt ingevuld, bovendien de vermelding « schoolgaande buiten het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs ».

§ 3. De meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, vullen het unieke inschrijvingsformulier in waarbij zij de naam vermelden van de inrichting voor secundair onderwijs waaraan ze hun voorkeur geven, met alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de inschrijving en de rangschikking van de leerlingen onder elkaar, en inzonderheid met vermelding van de woonplaats die volgens hen in aanmerking zou moeten komen bij de bepaling van de afstanden die noodzakelijk zijn voor de bepaling van het samengesteld indexcijfer bedoeld in artikel 79/17, in plaats van deze die door de administratie in het formulier wordt opgenomen.

De woonplaats bedoeld in het eerste lid is de woonplaats van één van beide ouders, behalve wanneer een derde de ouderlijke macht uitoefent. In dat laatste geval wordt zijn woonplaats vermeld.

Ze vullen er ook een afzonderlijk en vertrouwelijk deel van, met vermelding, in de dalende volgorde van hun voorkeur, naast de naam van de inrichting voor secundair onderwijs die het best aan hun verwachting beantwoordt, van hoogstens negen andere inrichtingen waarvoor ze wensen dat hun inschrijvingsaanvraag wordt aanvaard, ingeval hun aanvraag niet zou kunnen worden aanvaard in de inrichting waaraan ze hun voorkeur geven.

§ 4. In geval van verlies van het uniek inschrijvingsformulier krijgen de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, er een duplicaat van bij de administratie of de secundaire school waarvoor ze hun eerste keuze hebben uitgesproken.

§ 5. Elke inrichting voor secundair onderwijs beschikt over genummerde unieke inschrijvingsformulieren op haar naam, die ze meedeelt aan de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, die het oorspronkelijke formulier niet hebben ontvangen. Deze kunnen ook een origineel rechtstreeks bij de administratie aanvragen.

Wanneer de inrichting voor secundair onderwijs een dergelijk origineel formulier aflevert, deelt ze de administratie het nummer van het formulier mee alsook de naam van de leerling met opgave van zijn eerste voornaam en zijn woonplaats. De administratie deelt de inrichting, voor zover ze dit kan bepalen, het sociaal-economische indexcijfer mee van de wijk waaruit de leerling afkomstig is. ».

**Art. 12.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt : « Fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen ».

**Art. 13.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 79/8 ingevoegd, luidend als volgt :

« 79/8. § 1. Sedert de eerste schoolwerkdag die volgt op de krokusvakantie vóór het schooljaar dat voor een inschrijving in aanmerking komt, opent het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting een fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen die drie weken duurt. Die inschrijvingsperiode is gemeenschappelijk voor de prioritaire leerlingen bedoeld in onderafdeling 5 en voor de niet prioritaire leerlingen.

§ 2. Het unieke inschrijvingsformulier, ingevuld met toepassing van de bepalingen van onderafdeling 3, wordt ingediend door de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, in de enige inrichting die aan hun verwachtingen het best beantwoordt, met uitsluiting van elke andere en inzonderheid van de andere inrichtingen die eventueel bedoeld zijn in het vertrouwelijke deel van hun unieke inschrijvingsformulier.

Als een uniek inschrijvingsformulier in verschillende inrichtingen, voor éénzelfde leerling, wordt ingediend, worden al die formulieren door de netoverschrijdende inschrijvingscommissie nietig verklaard, die er de betrokken scholen, de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, onmiddellijk van op de hoogte brengt.

In afwijking van het eerste lid, bij verhindering, kunnen de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, schriftelijk een derde persoon ertoe machtigen om een uniek inschrijvingsformulier bij de inrichting voor secundair onderwijs in zijn naam in te dienen, voor zover de gemachtigde persoon geen lid is van het personeel van de inrichting voor secundair onderwijs die voor de inschrijving in aanmerking komt. In voorkomend geval, kan die machtiging gelijktijdig betrekking hebben op verschillende leerlingen, indien deze broer(s) of zus(sen) zijn of onder hetzelfde dak wonen.

§ 3. Bij de ontvangst van het unieke inschrijvingsformulier, dat behoorlijk wordt ingevuld door de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, reikt de inrichting voor secundair onderwijs deze een door haar bekrachtigd afschrift van dat formulier uit, dat, voor de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, geldt als ontvangstbewijs voor hun inschrijvingsaanvraag in die school.

**Art. 14.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 79/9 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/9. Onverminderd artikel 79/8, wordt elke inschrijvingsaanvraag in het eerste gemeenschappelijke jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs in een register opgenomen. Daarin worden vermeld : de naam van de leerling, zijn nummer van het unieke inschrijvingsformulier, zijn geboortedatum, zijn woonplaats, de datum van de inschrijvingsaanvraag en, in voorkomend geval, de reden waarom de inschrijving wordt geweigerd.

De datum van de inschrijvingsaanvraag bedoeld in het eerste lid is de datum vermeld op het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 79/8 § 3.

Voor de inschrijvingsaanvragen ingediend na de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/8, is de datum van de inschrijvingsaanvraag de datum waarop ze in het in het eerste lid bedoelde register worden opgenomen. Die aanvragen, die in de chronologische volgorde worden opgenomen, worden in die volgorde gerangschikt na alle aanvragen opgenomen gedurende de fase voor het opnemen van de aanvragen, waarbij de bovendien niet moeten worden gerangschikt overeenkomstig de bepalingen van onderafdeling 7. ».

**Art. 15.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt : « Prioritaire leerlingen ».

**Art. 16.** In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 79/10 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/10. § 1. Voor de rangschikking van de leerlingen en de toekenning van de beschikbare plaatsen in een inrichting voor secundair onderwijs met toepassing van de bepalingen van de onderafdelingen 7, 8 en 9, worden als prioritair beschouwd, in de hieronder vermelde volgorde, de leerlingen :

1° van wie een broer of een zus of elke andere minderjarige of meerderjarige die onder hetzelfde dak woont, reeds school loopt in de inrichting voor secundair onderwijs;

2° die afkomstig zijn uit :

a) een tehuis of een opvanggezin, voor zover ze daar ofwel door de rechter, ofwel door de adviseur of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd werden geplaatst;

b) een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben;

c) een door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kind) georganiseerd of erkend opvangcentrum;

3° die specifieke behoeften hebben in de zin van artikel 2, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en voor wie een permanente integratie in aanmerking komt voor het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met toepassing van hoofdstuk X van hetzelfde decreet;

4° die, alhoewel ze niet regelmatig ingeschreven zijn in het gespecialiseerd onderwijs geregeld door het decreet van 3 maart 2004, wanneer ze een inschrijvingsaanvraag indienen of laten indienen door hun ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, specifieke behoeften hebben die op een bewezen handicap gebaseerd zijn;

5° die verblijven in een internaat dat ressorteert onder dezelfde inrichtende macht als de inrichting of waarmee deze een medewerking heeft;

6° van wie ten minste één van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent het geheel of een deel van zijn ambt binnen de inrichting voor secundair onderwijs uitoefent;

7° die, alleen in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, ten minste sedert 30 september 2007 school lopen in één van de basisscholen of lagere scholen van dezelfde inrichtende macht als de secundaire school onder de voorwaarden bedoeld in § 3;

8° die sedert ten minste 30 september 2007 school lopen in het lager onderwijs ofwel van de enige verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in § 4, tweede lid, bedoelde voorwaarden, een verbindingsovereenkomst moet hebben gesloten, ofwel van de verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in § 4, vierde lid bedoelde voorwaarden, een tweede verbindingsovereenkomst kan hebben gesloten.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde inschrijvingsaanvragen worden alleen als prioritair beschouwd als een afschrift van het attest bedoeld in artikel 29, § 2, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving aan het inrichtingshoofd uiterlijk de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode van 3 weken wordt toegezonden.

De in § 1, 3° bedoelde inschrijvingsaanvragen worden alleen als prioritair beschouwd als het voorstel tot integratie bedoeld in artikel 134 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs uiterlijk op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode van 3 weken aanvaard is zoals bepaald in artikel 135 van het zelfde decreet.

De in § 1, 4°, bedoelde inschrijvingsaanvragen worden alleen als prioritair beschouwd als ze gebaseerd zijn op een integratieproject dat door het inrichtingshoofd, in overleg met de educatieve ploeg, uiterlijk op de laatste werkdag van de inschrijvingsperiode van 3 weken wordt aanvaard.

Voor de toepassing van § 1, 4° is een integratieproject een protocol dat de volgende gegevens inhoudt :

1° de toestemming van het inrichtingshoofd;

2° de toestemming van de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, of van de leerling zelf, als deze meerderjarig is;

3° de opsomming van de specifieke instrumenten die de leerling de mogelijkheid geven om te studeren;

4° de eventuele partners die worden belast met de begeleiding van de leerling en die ertoe worden gemachtigd in de schoolinrichting op te treden;

5° de eventuele specifieke bepalingen die worden beslist door de school en de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als deze meerderjarig is.

§ 3. De in § 1, 7° bedoelde inschrijvingsaanvragen worden alleen als prioritair beschouwd als voldaan wordt aan de twee volgende voorwaarden :

1° de inrichtende macht heeft geen verbindingsovereenkomst gesloten in de zin van de artikelen 80, § 4, zesde lid, 8°, 11 en 12, en 88, § 4, zesde lid, 8°, elfde lid en twaalfde lid van het decreet van 24 juli 1997, zoals gewijzigd bij het voormelde decreet van 18 juli 2008;

2° de inrichtende macht organiseert ten minste 15 basisscholen of lagere scholen.

Die basisscholen of lagere scholen worden gelijkgesteld met inrichtingen voor basisonderwijs of lager onderwijs verbonden aan de inrichtingen voor secundair onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht, in de zin van § 4, tweede lid.

§ 4. De in § 1, 8°, bedoelde inschrijvingsaanvragen worden alleen als prioritair beschouwd als de enige verbindingsovereenkomst die met de verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs werd gesloten, aan de administratie uiterlijk op 30 september 2008 werd meegedeeld.

Onder verbonden inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs wordt uitsluitend een inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs verstaan die voldoet aan ten minste drie van de vier volgende voorwaarden :

1° dezelfde inrichtende macht als de secundaire school hebben;

2° een gemeenschappelijk inrichtingsproject hebben, behalve voor de bepalingen die specifiek zijn voor elk betrokken onderwijsniveau;

3° in dezelfde gemeente gelegen zijn;

4° ten minste 40 % van de leerlingen van het zesde leerjaar tellen die, gedurende de laatste twee schooljaren 2006-2007 en 2007-2008, zich hebben laten inschrijven in de secundaire school die de verbindingsovereenkomst heeft ondertekend.

Een tweede verbindingsovereenkomst kan in aanmerking komen indien en alleen indien :

1° ze door de inrichting voor secundair onderwijs werd gesloten met een andere inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs die in de zin van het tweede lid verbonden is;

2° ze door de Regering vóór 31 december 2008 werd goedgekeurd;

3° op 15 januari 2008, alle leerlingen die ingeschreven waren in het eerste leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting en afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen van de verbonden scholen die eveneens onder een andere categorie leerlingen bedoeld in § 1 ressorteren, hoogstens 50 % van de beschikbare plaatsen bezetten.

Indien, voor elk schooljaar volgend op het schooljaar waarin de tweede overeenkomst werd gesloten, blijkt dat op 15 januari alle leerlingen die ingeschreven waren in het eerste leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting en afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen van de verbonden scholen die ook onder een andere categorie leerlingen bedoeld in § 1 ressorteren, meer dan 50 % van de beschikbare plaatsen bezetten, wordt de tweede overeenkomst definitief nietig te rekenen vanaf het schooljaar volgend op dat van de vaststelling. ».

**Art. 17.** In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 79/11 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/11. Welk de voorrang die een kandidaat voor de inschrijving bij toepassing van artikel 79/10 kan laten gelden, ook is, gelden die alleen in de school waarin de leerling, als hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, hun unieke inschrijvingsformulier indienen. ».

**Art. 18.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 6 ingevoegd, luidend als volgt : « Als volzet en niet volzet beschouwde inrichtingen voor secundair onderwijs ».

**Art. 19.** In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 79/12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/12. § 1. Voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs, worden de volzette inrichtingen voor secundair onderwijs en de niet volzette inrichtingen voor secundair onderwijs onderscheiden.

Voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het schooljaar A worden als volzet beschouwd, de inrichtingen voor secundair onderwijs die, op het einde van de periode voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen voorafgaand aan het schooljaar A-1, een aantal unieke inschrijvingsformulieren hebben ontvangen dat hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen.

Voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het schooljaar A worden als niet volzet beschouwd, de andere inrichtingen voor secundair onderwijs dan die bedoeld in het tweede lid.

§ 2. Ten minste één maand vóór het begin van de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in onderafdeling 4, laat de administratie de inrichtingen voor secundair onderwijs weten dat ze als volzet of niet volzet zullen worden beschouwd voor de inschrijvingen in verband met het volgende schooljaar. »

**Art. 20.** In dezelfde onderafdeling 6, wordt een artikel 79/13 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/13. § 1. In elke inrichting voor secundair onderwijs die bij toepassing van artikel 79/12 als niet volzet wordt beschouwd, voor zover het aantal unieke inschrijvingsformulieren die gedurende de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in onderafdeling 4 werden ontvangen, lager is dan of gelijk is aan 102 % van het aantal erkende plaatsen, zijn alle leerlingen voor wie het unieke inschrijvingsformulier werd ingediend definitief batig gerangschikt in die inrichting.

Binnen de volgende vijf schoolwerkdagen, stuurt de in het eerste lid bedoelde inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van haar register van inschrijvingsaanvragen en bepaalt het aantal plaatsen die nog beschikbaar zijn en het aantal « ZSEI – leerlingen » dat ontbreekt om het percentage van 20,4 procent « ZSEI – leerlingen » in verhouding tot de erkende plaatsen te berekenen.

§ 2. Wanneer het aantal inschrijvingsformulieren hoger ligt dan het aantal erkende plaatsen, kent het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de als niet volzet beschouwde inrichting tot 102 % van de erkende plaatsen, toe, volgens de in onderafdeling 8 bepaalde methode. ».

**Art. 21.** In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 79/14 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/14. § 1. In elke inrichting voor secundair onderwijs die bij toepassing van artikel 79/12 als volzet wordt beschouwd, voor zover het aantal unieke inschrijvingsformulieren die gedurende de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in onderafdeling 4 werden ontvangen, lager is dan of gelijk is aan 80 % van het aantal erkende plaatsen, zijn alle leerlingen voor wie het unieke inschrijvingsformulier werd ingediend definitief batig gerangschikt in die inrichting.

Binnen de volgende vijf schoolwerkdagen, stuurt de in het eerste lid bedoelde inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van haar register van inschrijvingsaanvragen en bepaalt het aantal plaatsen die nog beschikbaar zijn en het aantal « ZSEI – leerlingen » dat ontbreekt om het percentage van 20,4 procent « ZSEI – leerlingen » in verhouding tot de erkende plaatsen te berekenen.

§ 2. Wanneer het aantal inschrijvingsformulieren hoger ligt dan 80 % van het aantal erkende plaatsen, kent het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de als volzet beschouwde inrichting zelf tot 80 % van de erkende plaatsen toe, volgens de in onderafdeling 8 bepaalde methode en behoudt de toekenning van de beschikbaar overgebleven plaatsen voor de netoverschrijdende inschrijvingscommissie voor. ».

**Art. 22.** In dezelfde afdeling 1/1, wordt een onderafdeling 7 ingevoegd, luidend als volgt : « Rangschikking van de inschrijvingsaanvragen ».

**Art. 23.** In onderafdeling 7, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 79/15 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/15. Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van elke inrichting kent ten minste 20,4 % van de erkende plaatsen aan de « ZSEI – leerlingen » toe, voor zover ze een inschrijvingsaanvraag gedurende de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/8 » hebben ingediend ».

**Art. 24.** In dezelfde onderafdeling 7, wordt een artikel 79/16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/16. Voor de toekenning van de beschikbare plaatsen in elke inrichting voor secundair onderwijs waar het aantal unieke inschrijvingsformulieren hoger ligt dan het aantal plaatsen die ze toekent, of ze als volzet of niet volzet wordt beschouwd, wordt iedere leerling voor wie een uniek inschrijvingsformulier werd ingediend gedurende de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/8, in dalende volgorde gerangschikt op grond van zijn samengesteld indexcijfer.

**Art. 25.** In dezelfde onderafdeling 7, wordt een artikel 79/17 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/17. Het samengesteld indexcijfer bedoeld in artikel 79/16 wordt bepaald door de leerling een waarde « 1 » toe te kennen, eerst vermenigvuldigd met een factor die degressief varieert van 1,5 naar 1,1 per schijf van « -0,1 » van de eerste keuze naar de vijfde keuze, vervolgens vermenigvuldigd met factoren die verbonden zijn aan criteria.

De enige criteria die in aanmerking kunnen en moeten komen en hun mogelijke wegging voor de toepassing van het eerste lid zijn de volgende :

1° de lagere school of de basisschool van afkomst is, op het ogenblik van de inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar of op het ogenblik van de inschrijving in het lager onderwijs van die school, onder die van het net waartoe de lagere school of de basisschool van afkomst behoort, één van de vijf scholen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van één van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve wegging toe te kennen van de 1ste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn : 2, voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,81, voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,61, voor de derde dichtstbijzijnde, 1,41, voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,21, voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn;

2° de gekozen inrichting voor secundair onderwijs is, onder die van het net waartoe de gekozen inrichting voor secundair onderwijs behoort, één van de vijf inrichtingen die het dichtst bij de woonplaats van de leerling of van één van beide ouders gelegen zijn. Dat criterium wordt vastgelegd door een degressieve wegging toe te kennen van de 1ste dichtstbijzijnde naar de vijfde dichtstbijzijnde. Die waarden zijn : 1,98, voor de eerste dichtstbijzijnde, 1,79, voor de tweede dichtstbijzijnde, 1,59, voor de derde dichtstbijzijnde, 1,39, voor de vierde dichtstbijzijnde, 1,19, voor de vijfde dichtstbijzijnde en 1 voor de scholen die verder gelegen zijn;

3° de gekozen inrichting voor secundair onderwijs is gelegen in een straal van 4 km rondom de lagere school of de basisschool van afkomst. Dat criterium is 1,54 waard, indien dit vervuld is, en 1, als dit niet vervuld is;

4° vanaf het schooljaar 2011-2012, is de lagere school of de basisschool van afkomst één van de lagere scholen waarvan het inrichtingsproject voorziet in ten minste vijf prioritaire acties inzake pedagogisch partnerschap met de secundaire school, waarbij in haar eigen inrichtingsproject dezelfde acties worden opgenomen die althans tot doel hebben de doorstroming van het lager onderwijs naar het secundair onderwijs, de integratie binnen de eerste graad en de bestrijding van afhaken op school te bevorderen. Onder die vijf acties, worden ten minste vier opgenomen uit de volgende :

- De verwezenlijking van gemeenschappelijke acties voor de leerlingen en/of de educatieve ploegen;
- De uitwisseling van pedagogische en informatiedocumenten;
- Perioden van overleg tussen de educatieve ploegen;
- Gemeenschappelijke oudervergaderingen;
- Gemeenschappelijke opleidingen van leerkrachten;
- Bezoek van scholen door leerlingen uit het lager onderwijs in het secundair onderwijs;
- De tijdelijke aanwezigheid op welbepaalde ogenblikken van leerkrachten van één niveau in het andere.

Die medewerking wordt in een partnerschapsovereenkomst vastgelegd en de partnerschapsinrichtingen maken verslag op van hun partnerschapsactiviteiten die ze ter beschikking van de inspectie houden.

Dat criterium komt in aanmerking voor zover drie lagere scholen betrokken zijn, waaronder ten minste één als minder begunstigd wordt beschouwd in de zin van artikel 79/1, 4°. In afwijking daarvan, voor de zones waarin de « ZSEI – leerlingen » alleen uit minder dan 15 % van de basis- of lagere scholen of vestigingen van de zone afkomstig zijn, heeft ten minste één van de betrokken basisscholen een gemiddeld sociaal-economisch indexcijfer dat met 0,6 punt lager ligt dan dat van de secundaire school.

Dat criterium is 1,51 waard, als dit vervuld is, en 1, als dit niet vervuld is. Dit criterium komt alleen in aanmerking voor de scholen die het voordeel van de verbinding niet of niet meer genieten.

Dat criterium is ook 1,51 waard indien de basisschool of de lagere school van afkomst een school is die een partnerschapsovereenkomst heeft gesloten met een andere secundaire school dan die waarin hij wenst zich in te schrijven, voor zover, enerzijds, de gekozen inrichting voor secundair onderwijs een partnerschapsovereenkomst heeft gesloten met andere inrichtingen voor lager of basisonderwijs dan die van afkomst, en anderzijds, ten minste één van beide volgende voorwaarden vervuld is :

a) de basisschool of de lagere school van afkomst is de school die de eerste dichtst bij de woonplaats is gelegen in de zin van 1°;

b) de leerling was ingeschreven in de lagere school van afkomst voordat de partnerschapsovereenkomst door die school werd gesloten.

5° Eveneens vanaf het schooljaar 2011-2012 is de basisschool of de lagere school van afkomst een school die geen verbindingsovereenkomst of geen partnerschapsovereenkomst heeft. Dat criterium geniet dezelfde weging als het criterium 4 en is alleen van toepassing ten aanzien van secundaire scholen die door pedagogische partnerschappen gebonden worden.

Het voordeel van dat criterium en de weging ervan wordt ook toegekend aan de scholen die gelegen zijn in een gemeente waarin de keuze van de ouders tussen secundaire scholen van verschillende aard die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd niet kan worden gedaan bij gebrek aan zulke scholen in de gemeente. De criteria 4 en 5 kunnen niet worden gecumuleerd.

6° De secundaire school biedt de mogelijkheid om in dezelfde taal een taalbadonderwijs verder te volgen aan leerlingen die dat onderwijs sedert ten minste het derde leerjaar lager onderwijs hebben genoten. Dat criterium is 1,18 waard als het vervuld is en 1 als het niet vervuld is.

§ 2. Wanneer, bij gebrek aan gegevens, het niet mogelijk is om de waarde van het samengestelde indexcijfer van een leerling te bepalen, kent de school, of, naar gelang van het geval, de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, hem een samengesteld indexcijfer toe, waarvan de waarde het gemiddelde is van de samengestelde indexcijfers van de te rangschikken leerlingen waarvoor die waarde bekend is.

**Art. 26.** In dezelfde onderafdeling 7, wordt een artikel 79/18 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/18. Wanneer verschillende leerlingen, voor de toekenning van de beschikbare plaatsen, hetzelfde samengestelde indexcijfer hebben, worden ze gerangschikt in opklimmende volgorde van het sociaal-economische indexcijfer van hun wijk van afkomst. Wanneer het onmogelijk is om het sociaal-economische indexcijfer van de wijk van afkomst van een leerling te bepalen, kent de administratie hem het gemiddelde sociaal-economische indexcijfer toe van de wijk van afkomst van de leerlingen die hetzelfde samengestelde indexcijfer hebben.

Wanneer met toepassing van het vorige lid een geheel of gehelen van ex-aequo blijft(en) voortbestaan waarvan het aantal hoger ligt dan drie, wordt tussen hen eerst een keuze gedaan binnen elk van die gehelen in opklimmende volgorde van de weging die gekregen wordt bij toepassing van artikel 79/17, § 1, tweede lid, 2°. Indien de toepassing van die wijze om een keuze te doen nog leidt tot een geheel of gehelen van ex aequo waarvan het aantal hoger ligt dan drie, wordt tussen hen een keuze gedaan binnen elk geheel in opklimmende volgorde van het afstand tussen de inrichting voor secundair onderwijs en de woonplaats van de leerling of één van beide ouders. ».

**Art. 27.** In afdeling 1/1, ingevoegd bij artikel 1, wordt een onderafdeling 8 ingevoegd, luidend als volgt « Toekenning van de beschikbare plaatsen door het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting ».

**Art. 28.** In onderafdeling 8, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 79/19 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/19. Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting kent de plaatsen toe die het/zij naar gelang van het geval moet toekennen krachtens de artikelen 79/13, §§ 1 en 2, en 79/14, § 2, zoals hieronder vermeld :

1° eerst en voor zover dat percentage kan worden bereikt, behoudt het/zij 20,4 % van de erkende plaatsen voor en kent dit toe aan ZSEI-leerlingen in de volgorde van hun rangschikking volgens het samengestelde indexcijfer, en, in geval van ex aequo, in opklimmende volgorde van het sociaal-economisch indexcijfer van hun wijk van afkomst;

2° vervolgens, kent het/zij, naar gelang van het geval, het eventuele saldo van 80 % of van 102 % van de erkende plaatsen toe aan de prioritaire leerlingen in de volgorde van de prioriteiten, en binnen elke prioriteit, in de volgorde van hun rangschikking volgens het samengestelde indexcijfer, en in geval van ex aequo, volgens de opklimmende volgorde van het sociaal-economische indexcijfer van hun wijk van afkomst;



3° ten slotte kent het/zij, naar gelang van het geval, het eventuele saldo van 80 % of van 102 % van de erkende plaatsen toe aan de niet prioritaire leerlingen, of ze al dan geen ZSEI-leerlingen zijn, in de volgorde van hun rangschikking volgens het samengestelde indexcijfer, en, in geval van ex aequo, volgens de opklimmende volgorde van het sociaal-economische indexcijfer van hun wijk van afkomst.

De leerlingen wier inschrijvingsaanvraag een positief antwoord heeft gekregen met toepassing van het eerste lid zijn definitief batig gerangschikt.

**Art. 29.** In onderafdeling 8, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 79/20 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/20. Binnen de vijf schoolwerkdagen volgend op de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/8, stuurt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van het register van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/9.

In voorkomend geval, stuurt het/zij haar het afzonderlijke en vertrouwelijke deel van het unieke inschrijvingsformulier van de leerlingen wier inschrijvingsaanvraag geen positief antwoord heeft gekregen met toepassing van artikel 79/14, § 2, en van artikel 79/19.

In het geval bedoeld in het tweede lid, deelt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting bovendien het aantal leerlingen mee dat ontbreekt om het minimumpercentage van 20,4 % van ZSEI-leerlingen bedoeld in artikel 79/15, voor zover dit mogelijk is, te bereiken door toedoen van de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, overeenkomstig de bepalingen van onderafdeling 9. »

**Art. 30.** In dezelfde afdeling 1/1, wordt een onderafdeling 9 ingevoegd, luidend als volgt : « Toekenning van de plaatsen door de netoverschrijdende inschrijvingscommissie en vastlegging van de wachtlijsten ».

**Art. 31.** In onderafdeling 9, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 79/21 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/21. § 1. De netoverschrijdende inschrijvingscommissie beschikt over de plaatsen die beschikbaar overblijven in de onderwijsinrichtingen die als niet volzet worden beschouwd alsook over de plaatsen die beschikbaar overblijven in de onderwijsinrichtingen die als volzet worden beschouwd.

Voor elke inrichting voor secundair onderwijs waarvan ze de toekenning van de plaatsen beheert, stelt de netoverschrijdende inschrijvingscommissie de lijst van de kandidaten voor die plaatsen op, te weten de leerlingen wier eerste keuze nog niet kon worden vervuld in die inrichting, plus, na kennisneming van de vertrouwelijke luiken van de inschrijvingsformulieren, de leerlingen wier eerste keuze nog niet kon worden vervuld in een andere inrichting, voor wie die inrichting één van de andere keuzen uitmaakte zoals die in het unieke inschrijvingsformulier uitgedrukt worden.

Voor elk van die inrichtingen, voert de netoverschrijdende inschrijvingscommissie de rangschikking uit van de leerlingen die nog bezig zijn met hun inschrijvingsaanvraag, in dalende volgorde van hun samengestelde indexcijfer berekend overeenkomstig artikel 79/17, eventueel tussen wie een keuze wordt gedaan overeenkomstig artikel 79/18.

§ 2. De netoverschrijdende inschrijvingscommissie kent eerst de plaatsen waarover ze beschikt toe op de volgende wijze :

1° in de inrichtingen voor secundair onderwijs die een aantal ZSEI-leerlingen hebben aangegeven dat een tekort vertoont om het percentage van 20,4 % ZSEI-leerlingen tegenover de erkende plaatsen te bereiken, kent de netoverschrijdende inschrijvingscommissie eerst die plaatsen toe, in de volgorde van hun rangschikking, aan ZSEI-leerlingen voor wie die school overeenstemt met hun tweede keuze. Als er onvoldoende zijn, wordt het percentage ZSEI-leerlingen geacht definitief bereikt te zijn;

2° vervolgens, in de inrichtingen voor secundair onderwijs die geen positief antwoord hebben kunnen geven op de inschrijvingsaanvragen van prioritaire leerlingen die bij ze werden ingediend, kent de netoverschrijdende inschrijvingscommissie deze plaatsen toe in de volgorde van de prioriteiten, zoals bepaald in artikel 79/10, en binnen elke prioriteit, in de volgorde van hun rangschikking.

§ 3. Voor de plaatsen die na de toepassing van § 2, overblijven, optimaliseert de netoverschrijdende inschrijvingscommissie de keuzen van de leerling, indien hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, van zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, volgens de methode waarbij iedere leerling zo dicht bij zijn beste keuze wordt gebracht, zonder hem ooit een plaats te kunnen opleggen in de inrichting voor secundair onderwijs die overeenstemt met een keuze onder deze die voortvloeit uit zijn rangschikking in de verschillende inrichtingen voor secundair onderwijs bedoeld in het vertrouwelijke deel van zijn unieke inschrijvingsformulier.

De methode bedoeld in het eerste lid veronderstelt dat :

1° in een eerste fase, alle inschrijvingsaanvragen die niet beantwoorden aan de eerste keuze die vermeld staat in het vertrouwelijke deel van het unieke inschrijvingsformulier voorlopig worden geschorst en die in hun verschillende plaatsen in de rangschikking van de verschillende inrichtingen voor secundair onderwijs alleen opnieuw worden ingevoerd als die eerste keuze niet vervuld is;

2° in een tweede fase, alle inschrijvingsaanvragen voorlopig worden geschorst waarvan de keuzevolgorde hoger ligt dan 2 en die in hun verschillende plaatsen in de verschillende inrichtingen voor secundair onderwijs alleen opnieuw worden ingevoerd als die eerste keuze of tweede keuze niet vervuld zijn;

3° in een derde fase, alle inschrijvingsaanvragen voorlopig worden geschorst waarvan de keuzevolgorde hoger ligt dan n en die in hun plaatsen in de verschillende inrichtingen voor secundair onderwijs alleen opnieuw worden ingevoerd als geen van die keuzen boven de n-de keuze vervuld is;

4° en zo voort tot de fase tot voorlopige schorsing van alle aanvragen die overeenstemmen met de 10e keuze en tot hun definitieve wederinvoering in de plaatsen die ze bezetten indien geen van hun keuzen boven de 9e keuze vervuld is.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel, blijft de batige rangschikking van een leerling in een inrichting voor secundair onderwijs, tot de laatste dag van de maand augustus die geen zaterdag of zondag is, waarvoor de inschrijvingen kunnen worden uitgevoerd, behouden in een wachtlijst in elke inrichting voor secundair onderwijs die aan zijn verwachtingen beter beantwoordt dan die waarin hij batig gerangschikt is, onverminderd de termijn bepaald in artikel 79/24, § 2, tweede lid. »

**Art. 32.** In dezelfde onderafdeling 9 wordt een artikel 79/22 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/22. Op het einde van haar optimaliseringsactie, stuurt de netoverschrijdende inschrijvingscommissie elke inrichting voor secundair onderwijs haar ingevulde register van de inschrijvingsaanvragen, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de batig gerangschikte leerlingen en de leerlingen die eventueel in een wachtlijst staan. Voor iedere leerling bedoeld in artikel 79/21, § 1, tweede lid, stuurt de netoverschrijdende inschrijvingscommissie hem, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, een schrijven waarin de naam van de school waarin hij batig gerangschikt is en/of zijn toestand in de wachtlijst van de betrokken scholen, worden vermeld.

**Art. 33.** In dezelfde onderafdeling 9, wordt een artikel 79/23 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/23. Het aantal leerlingen bedoeld in artikel 79/5, 1° kan alleen met één eenheid worden overschreden voor elke klas die wordt erkend met toepassing van artikel 79/5, 2°, uitsluitend om :

1° zich te schikken naar een bevel van de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, om uitzonderlijke gevallen of gevallen van overmacht op te lossen die onvoorspelbaar zijn bij het opnemen van de inschrijvingsaanvragen;

2° in het eerste gemeenschappelijke leerjaar een leerling in te schrijven die zich inschrijft in het internaat van de betrokken secundaire school of in een internaat verbonden aan de school door een overeenkomst;

3° de inschrijving uit te voeren van een bijkomend lid van het broeder- en zusterschap wanneer een ander lid de laatste beschikbare plaats toegewezen kreeg;

4° de inschrijving uit te voeren van leerlingen die ex aequo gerangschikt zijn in de volgorde van rangschikking van de leerlingen, wanneer één van de ex aequo gerangschikte leerlingen de laatste beschikbare plaats toegewezen kreeg.

Wanneer het inrichtingshoofd of de inrichtende macht lid 2°, 3° en 4° toepast, brengt het/zij de netoverschrijdende inschrijvingscommissie daar onmiddellijk op de hoogte van. ».

**Art. 34.** In dezelfde onderafdeling 9, wordt een artikel 79/24 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/24. § 1. Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting brengt de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, op de hoogte van de inschrijving van de betrokkene of van het feit dat zijn inschrijving wordt geweigerd omdat hem geen plaats kon worden toegekend. In dit laatste geval deelt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht eveneens de positie mee die de leerling in de wachtlijst inneemt.

§ 2. Wanneer de weigering van inschrijving gegrond wordt op het feit dat geen plaats hem kon worden toegekend, zodra een plaats opnieuw beschikbaar wordt binnen de inrichting, wordt ze in de volgorde van de wachtlijst bedoeld in § 1 voorgesteld. Het voorstel komt van de netoverschrijdende inschrijvingscommissie voor de leerlingen die ze in een wachtlijst heeft geplaatst met toepassing van artikel 79/21, §§ 2 en 3, en van de inrichting voor secundair onderwijs voor de leerlingen die deze in een wachtlijst heeft geplaatst met toepassing van artikel 79/9, derde lid. Om de netoverschrijdende inschrijvingscommissie de mogelijkheid te geven om overeenkomstig dit lid te handelen, brengt de inrichting de netoverschrijdende inschrijvingscommissie onmiddellijk op de hoogte van elke intrekking van een kandidatuur. Voor de toepassing van dit artikel, wordt geen plaats beschouwd als opnieuw beschikbaar te kunnen worden zolang het aantal batig gerangschikte leerlingen niet lager ligt dan 100 % van de erkende plaatsen, naast de leerlingen die met toepassing van artikel 79/23 werden toegevoegd.

De meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, aan wie de plaats wordt voorgesteld, laten, binnen de zeven werkdagen te rekenen vanaf de datum van verzending, schriftelijk weten of ze beslissen die plaats al dan niet in te nemen.

Als de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, beslissen die plaats in te nemen, of, bij gebrek aan een antwoord binnen de in het tweede lid voorgeschreven termijn, worden ze geacht binnen dezelfde termijn de andere inschrijvingsaanvragen in te trekken die gedurende of na de periode voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen werden ingediend, onder voorbehoud van artikel 79/21, § 4.

§ 3. Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht van de inrichting reikt de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een attest van inschrijving of van weigering van inschrijving uit, dat inzonderheid de volgende gegevens bevat :

1° de naam van en de nuttige gegevens in verband met de schoolinrichting, haar inrichtende macht of haar inrichtingshoofd;

2° de naam van en de nuttige gegevens in verband met de leerling, en, in voorkomend geval, van zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de schoolinrichting;

4° het aantal plaatsen die op het einde van de inschrijvingsperiode van 3 weken worden toegekend;

5° het feit dat de inschrijving ofwel aanvaard ofwel geweigerd wordt om de reden dat geen plaats hem kon worden toegekend; in voorkomend geval, de positie die de leerling inneemt in de wachtlijst en de verwijzing naar de diensten van de administratie waar de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent bijstand kunnen krijgen om de leerling in te schrijven in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een instelling die de eerbiediging van de leerplicht waarborgt;

6° de datum waarop het inschrijvingsattest wordt uitgereikt en meegedeeld, de ondertekening van het inrichtingshoofd en de ondertekening van de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent. »

**Art. 35.** In dezelfde afdeling 1/1, wordt een onderafdeling 10 ingevoegd, luidend als volgt : « De netoverschrijdende inschrijvingscommissie ».

**Art. 36.** In onderafdeling 10, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 79/25 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/25. § 1. De netoverschrijdende inschrijvingscommissie is samengesteld uit de volgende personen :

1° de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt. Een vertegenwoordiger van de Minister-President en een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen wonen de vergaderingen bij;

2° de Adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of diens afgevaardigde;

3° een vertegenwoordiger voor elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs erkend door de Regering overeenkomstig de wetgeving betreffende de vertegenwoordiging van de gesubsidieerde inrichtende machten;

4° twee vertegenwoordigers per zonale inschrijvingscommissie, bedoeld in artikel 80, § 3, eerste lid, en per gedecentraliseerde inschrijvingscommissie bedoeld in artikel 88, § 3, eerste lid, wanneer die commissies bevoegd zijn voor zones waarvoor de netoverschrijdende inschrijvingscommissie optreedt bij de toekenning van de plaatsen overeenkomstig artikel 79/21;

5° twee vertegenwoordigers per federatie van ouderverenigingen die als representatief erkend zijn;

6° twee leden van de algemene directie leerplichtonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, onder wie de directeur-generaal of diens vertegenwoordiger;

7° twee leden van het « Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).

§ 2. De zetel van de netoverschrijdende inschrijvingscommissie is gelegen in de administratie, die er de logistiek en het secretariaat van waarneemt.

De netoverschrijdende inschrijvingscommissie neemt haar beslissingen bij consensus. Wanneer deze niet kan worden bereikt, beslist ze met een meerderheid van de aanwezige leden bedoeld in de punten 2° tot 6° van § 1.

Om zonder verwijl de acties te kunnen voeren die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de bepalingen van onderafdeling 9, wendt de netoverschrijdende inschrijvingscommissie de middelen van de zonale en gedecentraliseerde inschrijvingscommissies aan. ».

**Art. 37.** In dezelfde onderafdeling 10, wordt een artikel 79/26 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79/26. De netoverschrijdende inschrijvingscommissie heeft, naast de opdracht bedoeld in de artikelen 79/21 en 79/23, de volgende opdrachten :

1° de doorzichtigheid en de nauwkeurige toepassing waarborgen van het systeem voor de toekenning van de plaatsen die beschikbaar zijn met toepassing van artikel 79/5;

2° de Regering elk probleem voorleggen waarvoor zij een beslissing zou moeten nemen;

3° de sturingscommissie de verbeteringen aanbevelen die zouden moeten worden aangebracht aan het systeem voor de toekenning van de beschikbare plaatsen voor de volgende schooljaren;

4° de uitzonderlijke gevallen of de gevallen van overmacht oplossen;

5° de Regering en de sturingscommissie jaarlijks een verslag voorleggen. De Regering zendt het verslag aan het Parlement over. ».

#### HOOFDSTUK II. — *Afwijkingsbepalingen betreffende de inschrijvingen*

*in het eerste leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs gedurende het schooljaar 2010-2011*

**Art. 38.** Voor de inschrijvingen in het eerste leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs gedurende het schooljaar 2010-2011, bij afwijking :

1° wordt de informatie bedoeld in artikel 79/5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, uiterlijk op 22 maart 2010 meegedeeld;

2° wordt de termijn van 10 schoolwerkdagen voorafgaand aan de inschrijvingsperiode bedoeld in artikel 79/7, § 1, laatste lid, voor de verzending, door de school, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, van de omslag die het formulier alsook het attest en het informatiedocument inhoudt, vervangen door een uiterste verzendingsdatum die op 2 april 2010 wordt vastgesteld;

3° begint de fase voor het opnemen van de inschrijvingsaanvragen bedoeld in artikel 79/8 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren op 26 april 2010 en wordt ze beperkt tot 2 weken;

4° worden als volzet beschouwd voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het schooljaar 2010-2011, de inrichtingen voor secundair onderwijs waarvan het aantal leerlingen die op 1 oktober 2009 in het eerste gemeenschappelijke jaar ingeschreven waren, ten minste gelijk was aan het aantal plaatsen die op 20 oktober 2008 erkend waren voor het schooljaar 2009-2010, bij toepassing van de artikelen 80, § 1, vijfde lid, en 88, § 1, vierde lid, zoals gewijzigd bij het voormelde decreet van 18 juli 2008;

5° worden als niet volzet beschouwd voor de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het schooljaar 2010-2011, de andere inrichtingen voor secundair onderwijs dan deze die bedoeld zijn in 4°;

6° wordt de termijn van 5 schoolwerkdagen bedoeld in de artikelen 79/13, § 1, tweede lid, en 79/14, § 1, tweede lid, om de netoverschrijdende inschrijvingscommissie een elektronisch afschrift van haar register van de inschrijvingsaanvragen, het aantal beschikbare plaatsen en het aantal ZSEI – leerlingen dat eventueel ontbreekt, over te zenden, vervangen door de uiterste datum van 14 mei 2010;

7° worden als « ZSEI » – leerlingen beschouwd, de leerlingen die afkomstig zijn uit één van de op 15 januari 2009 bestaande vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs, die in de rangschikking van de vestigingen die door de administratie wordt opgemaakt op grond van de leerlingen die op die datum ingeschreven zijn met toepassing van artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, minst begunstigd zijn, en waarin samen 40 % van de leerlingen school lopen;

8° is het sociaal-economisch indexcijfer van de wijk van afkomst van de leerling het cijfer dat door de administratie wordt toegekend aan de statistische sector van de woonplaats van de leerling volgens de regels die nader worden bepaald door het besluit van de Regering van 20 juli 2005 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de formule voor de berekening van het sociaal-economisch indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 4, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

### HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap*

**Art. 39.** In artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, laatst aangevuld met het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt de volgende wijziging aangebracht : tussen de punten 10 en 11 wordt een punt 10 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 10 bis. Onverminderd de opdracht bepaald in punt 10, het proces inzake inschrijving in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, voortvloeiend uit de toepassing van het takendecreet, waar te nemen, althans sedert de wijziging ervan door het decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs.

Bij de uitoefening van die waarnemingsopdracht wendt de sturingscommissie de logistieke middelen aan waarover ze beschikt krachtens artikel 4 en voert ze alle nuttige hoorzittingen uit. Ze hoort onder meer inrichtingshoofden van het lager onderwijs en het secundair onderwijs, inrichtende machten van het lager onderwijs en het secundair onderwijs, vertegenwoordigers van instellingen of verenigingen waarvan de actie betrekking heeft op de bescherming van de fundamentele rechten of op het recht op onderwijs.

Op grond van die waarnemingen, stelt de sturingscommissie om de twee jaar een verslag op, bestemd voor de Regering. Dat verslag evalueert of de doelstellingen van het takendecreet inzake regularisatie van de inschrijvingen in het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewoon secundair onderwijs bereikt zijn. Die evaluatie heeft inzonderheid betrekking op :

- a) de evolutie van het slaagpercentage gedurende en op het einde van de eerste graad;
- b) de evolutie van het aantal leerlingen in de aanvullende jaren georganiseerd op het einde van het eerste of tweede gemeenschappelijke jaar;
- c) de ontwikkeling door scholen van strategieën voor de ondersteuning en de begeleiding van de leerlingen die ingeschreven zijn op grond van het sociaal-economisch indexcijfer van hun lagere school of basisschool van afkomst;
- d) de ontwikkeling van proefexperimenten inzake partnerschap tussen scholen met een zwak sociaal-economisch indexcijfer en met een hoger sociaal-economisch indexcijfer;
- e) de evolutie van het aantal veranderingen van school gedurende de cyclus;
- f) oriëntatie op het einde van de cyclus;
- g) het dichterbij het gemengdheidsdoel komen;
- h) het systeem voor de toekenning van de beschikbare plaatsen.

Het verslag houdt de voorstellen in die, in voorkomend geval, het mogelijk zouden maken om de voormelde doelstellingen te bereiken. »

### HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

**Art. 40.** In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 9° van § 1, eerste lid van artikel 69, wordt vervangen door een bepaling, luidend als volgt : « 9° het bestuderen en voorstellen van de acties inzake ondersteuning en begeleiding van de leerlingen die ingeschreven zijn op grond van het sociaal-economisch indexcijfer van hun lagere school of basisschool van afkomst;

2° het vijfde tot veertiende lid van paragraaf 1 en de paragrafen 4 en 5 van artikel 80 worden opgeheven;

3° het vierde tot dertiende lid van paragraaf 1 en de paragrafen 4 en 5 van artikel 88 worden opgeheven.

**Art. 41.** Artikel 23bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Vanaf het schooljaar 2010-2011, wordt de hiervoor bepaalde afwijking aan de schoolinrichtingen automatisch toegekend, waarbij die niet hoeft aangevraagd te worden in de volgende gevallen :

1° om, in het kader van de toepassing van artikel 79/23 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, het overschrijden van het aantal erkende plaatsen mogelijk te maken;

2° wanneer het aantal leerlingen die in het eerste gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs ingeschreven zijn werkelijk hoger ligt dan het aantal leerlingen die met toepassing van artikel 79/5 van hetzelfde decreet worden erkend. ».

**Art. 42.** In het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, in artikel 6, § 2, tweede lid, wordt de laatste zin vervangen door de volgende zin : « In dit geval, wordt de toelating om school te lopen in één van die klassen, toegekend volgens de rangschikking bekomen bij toepassing van de artikelen 79/17 en 79/18 van het takendecreet. ».

**Art. 43.** Artikel 1 van het decreet van 3 april 2009 tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 44.** Artikel 7 van het decreet « Sociale Gemengdheid » van 18 juli 2008 wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

**Art. 45.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 februari 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 82-1. — Commissieamendementen, nr. 82-2. — Verslag, nr. 82-3. — Erratum, nr. 82-4. — Vergaderingsamendementen, nr. 82-5.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 maart 2010.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 1156

[C – 2010/31187]

Ordonnantie « tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode om de toepassing van het openbaar beheersrecht te vergemakkelijken » (nr. A-74/1 en 2 - 2009/2010) (1)

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 1156

[C – 2010/31187]

Ordonnance « modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement pour faciliter la mise en œuvre du droit de gestion publique » (n° A-74/1 et 2 - 2009/2010) (1)

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Artikel 21, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Vanaf de in § 1 bedoelde kennisgeving, is de openbaar vastgoedbeheerder bevoegd voor het voorlopige beheer van de woning, met inbegrip van de mogelijkheid om er de vereiste werken met het oog op de verhuring uit te voeren en om ze gedurende negen jaar te verhuren onder de voorwaarden van inkomen en eigendom voor de toegang tot sociale huisvesting vastgesteld door de Regering met toepassing van Titel VII van deze Code.

De in het vorige lid bedoelde periode van negen jaar kan verlengd worden met het aantal maanden dat nodig is opdat de huurgelden berekend volgens de bepalingen van artikel 19, derde lid, 1° alle kosten dekken die voortvloeien uit het openbaar beheersrecht en bedoeld in artikel 19, derde lid, 4°, als de openbare vastgoedbeheerder, op het einde van die periode van negen jaar, die kosten niet is terugbetaald, hetzij door de inning van huurgelden zoals vermeld in § 3, hetzij door de terugbetaling van het saldo van die kosten door de houder van zakelijke rechten zoals bedoeld in artikel 22, § 1. ».

**Art. 3.** Tussen artikel 18 en artikel 19 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend :

« Art. 18bis. De verenigingen bedoeld in artikel 23duodecies, § 2, kunnen, bij aangetekende brief aan het gemeentebestuur van het grondgebied waarop de woning is gelegen of aan de dienst belast met de controle van de naleving van hoofdstuk V van titel III van de Huisvestingscode, de klacht bedoeld in dezelfde bepaling indienen. In dat geval en binnen drie maanden na de ontvangst van de klacht, licht het gemeentebestuur of de dienst belast met de controle van de naleving van hoofdstuk V van titel III van de Huisvestingscode de vereniging in over het gevolg dat daaraan gegeven is en inzonderheid, in voorkomend geval, over een proces-verbaal van vaststelling en over het uitvoeren van de maatregelen waarin voorzien in dit hoofdstuk en de bepalingen waarin voorzien in artikel 23duodecies. Die mededeling bevat de verantwoording van het standpunt van het gemeentebestuur of van de dienst belast met de controle van de naleving van hoofdstuk V van titel III van de Huisvestingscode. ».

**Art. 4.** In het tweede lid van artikel 19 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode worden de woorden « voor of na de kennisgeving bedoeld in het voorgaande lid » ingevoegd tussen de woorden « Nieuwe Gemeentewet » en de woorden « de woning ».

**Art. 5.** Deze ordonnantie treedt in werking tien dagen nadat ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Haar bepalingen zijn enkel van toepassing op de procedures met het oog op openbaar beheer die na de inwerkingtreding van de ordonnantie in gang zijn gezet bij het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 19 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 april 2010.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

**Art. 2.** L'article 21, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement est remplacé par la disposition suivante :

« A dater de la notification visée au § 1<sup>er</sup>, l'opérateur immobilier public dispose de la compétence de gérer provisoirement l'habitation, en ce compris la faculté d'effectuer les travaux nécessaires à sa mise en location et de louer le bien pendant neuf ans, aux conditions de revenus et de propriété pour l'accès au logement social fixées par le Gouvernement en application du Titre VII du présent Code.

La période de neuf ans visée à l'alinéa précédent peut être prolongée du nombre de mois nécessaires pour que les loyers calculés selon les dispositions prévues à l'article 19, alinéa 3, 1°, couvrent l'ensemble des frais engendrés par le droit de gestion publique visés à l'article 19, alinéa 3, 4°, lorsque, au terme de cette période de neuf ans, l'opérateur immobilier public n'a pas été remboursé de ces frais, soit par la perception des loyers comme indiqué au § 3, soit par le remboursement par le titulaire de droits réels du solde de ces frais, comme prévu à l'article 22, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 3.** Entre l'article 18 et l'article 19 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, est inséré un article 18bis rédigé comme suit :

« Art. 18bis. Les associations visées à l'article 23duodecies, § 2, peuvent adresser, par courrier recommandé à l'administration communale sur le territoire de laquelle se trouve le logement ou au service chargé du contrôle du respect du chapitre V du titre III du Code du Logement, la plainte visée à la même disposition. Dans cette hypothèse, dans les trois mois de la réception de la plainte, l'administration communale ou le service chargé du contrôle du respect du chapitre V du titre III du Code du Logement informe l'association de la suite qui y a été réservée et, notamment, le cas échéant, de l'existence d'un procès-verbal de constat et de la mise en œuvre des dispositions prévues au présent chapitre et des dispositions prévues à l'article 23duodecies. Cette communication inclut la motivation de l'attitude de l'administration communale ou du service chargé du contrôle du respect du chapitre V du titre III du Code du Logement. ».

**Art. 4.** A l'article 19 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, au deuxième alinéa, les mots : « avant comme après la communication prévue à l'alinéa précédent, » sont insérés entre les mots « de la nouvelle loi communale » et les mots « les agents inspecteurs ».

**Art. 5.** Cette ordonnance entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*. Ses dispositions ne sont applicables qu'aux procédures de prise en gestion publique initiées, par le courrier recommandé prévu à l'article 19 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, après l'entrée en vigueur de l'ordonnance.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

C. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

Nota

(1) Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2009-2010  
A-74/1 Voorstel van ordonnantie  
A-74/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 12 maart 2010.

Note

(1) Documents du Parlement :

Session ordinaire 2009-2010  
A-74/1 Proposition d'ordonnance  
A-74/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 12 mars 2010.

## MINISTERIE

## VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 1157

[C – 2010/31186]

**17 DECEMBER 2009.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van het investeringsplan voorgesteld door de CVBA Sibelga, distributienetbeheerder voor gas, voor de periode 2010-2014

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 3, 4E en 10;

Gelet op het advies nr. 06063-87 van BRUGEL van 13 november 2009 waarin voorgesteld wordt dat de Regering het investeringsplan 2010-2014 van de distributienetbeheerder voor gas zou goedkeuren;

Gelet op het feit dat de goedkeuring van het investeringsplan, opgesteld door de distributienetbeheerder voor gas, een handeling is van administratieve voogdij en dat bijgevolg dit ontwerp van besluit niet voor advies dient te worden voorgelegd aan de Raad van State;

Op voorstel van de Minister belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid en Stadsvernieuwing;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het investeringsplan 2010-2014 van de CVBA Sibelga, distributienetbeheerder voor gas, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** De Minister die bevoegd is voor Energie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2009.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
Ch. PICQUE

De Minister belast met Leefmilieu,  
Energie, Waterbeleid en Stadsvernieuwing,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

## MINISTERE

## DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 1157

[C – 2010/31186]

**17 DECEMBRE 2009.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation du plan d'investissements proposé par la SCRL Sibelga, gestionnaire du réseau de distribution de gaz, pour la période 2010-2014

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 3, 4E et 10;

Vu l'avis n° 06063-87 de BRUGEL du 13 novembre 2009 dans lequel il est proposé au Gouvernement d'approuver le plan d'investissements 2010-2014 du gestionnaire de distribution de gaz;

Vu que l'approbation du plan d'investissements établi par le gestionnaire du réseau de distribution de gaz, est un acte de tutelle administrative et que, par conséquent, le présent projet d'arrêté ne doit pas être soumis à l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau et de la Rénovation urbaine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan d'investissements 2010-2014 de la SCRL Sibelga, gestionnaire du réseau de distribution de gaz, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** La Ministre qui a l'Energie dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2009.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. PICQUE

La Ministre chargée de l'Environnement,  
de l'Energie, de la Politique de l'Eau et de la Rénovation urbaine;  
Mme E. HUYTEBROECK